

# NOTES DE LECTURE

## HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE

**Pierre LABORIE, *Penser l'événement. 1940-1945*, Jean-Marie Guillon et Cécile Vast (éd.), Paris, Gallimard, « Folio histoire », 2019, 536 p.**

Pierre Laborie était un grand historien. Directeur d'études à l'EHESS, mais resté provincial, il n'a pas été reconnu autant qu'il le méritait : il a pourtant profondément renouvelé l'histoire de l'opinion et celle des années 1940-1945. Ses livres ont marqué, et restent incontournables<sup>1</sup>. *Penser l'événement* rassemble une petite vingtaine de ses articles, inédits ou difficiles d'accès, parus entre 1981 et 2016. Il privilégiait en effet « le format court de l'écriture de l'histoire », comme certains écrivains les nouvelles plutôt que les romans, notent Cécile Vast et Olivier Loubes dans leur présentation. C'est ce qui fait l'intérêt du livre, qui couvre l'essentiel de ses champs de recherche. Il s'y ajoute un texte autobiographique sur le choc fondateur qu'il éprouva à 8 ans, assistant au retour des corps de maquisards massacrés par les Allemands puis à leur enterrement par un curé patriote en 1944. Est-ce un hasard ? Le plus remarquable à mes yeux, le plus profond des articles ici heureusement réunis s'intitule : « Résistance, résistants et rapport à la mort » (p. 234-250). Je ne le résumerai pas : il faut le lire.

Le volume s'ouvre sur un texte très différent des autres : le programme de recherche que P. Laborie avait rédigé en 1998 pour sa candidature à l'EHESS. Il y proposait d'intituler sa direction d'études : « Construction de l'événement. Histoire sociale de la réception, XX<sup>e</sup> siècle ». C'était parfaitement définir son projet. L'événement, en effet, ne se réduit pas pour lui aux faits, qu'il convient d'abord évidemment de bien établir ; il est aussi ce qu'on dit de lui sur le moment et par la suite ; il est construit par le sens que les contemporains lui ont donné, sur le moment et par la suite.

Cette interrogation sur « ce qui arrive à ce qui est arrivé » parcourt en fait tous les chapitres de l'ouvrage, avec des analyses d'une rare finesse. Il montre par exemple comment la défaite de 1940 a été prise par Mounier et ses amis comme une rupture irréversible, « LE jugement de l'histoire » (p. 113), ce qui éclaire leur posture envers Vichy. Il cherche aussi à comprendre comment et pourquoi le souvenir de ce désastre cuisant s'est progressivement érodé. Plus loin, il explique l'impact considérable des déclarations publiques de Mgr de Salièges et de Mgr Théas, en août 1942, en les replaçant dans leur contexte. De même, il s'interroge sur la façon dont les gens, et d'abord les paysans, ont perçu les maquis, et comment cette « réception » a évolué, comment elle a réagi sur leurs pratiques et sur celles des maquisards.

Mais la question qui le taraude – le terme, pour une fois, ne me semble pas excessif – c'est ce qui est arrivé à la Résistance : comment la *doxa* fausse que propagent les manuels scolaires (p. 342 *sq.*) s'est-elle imposée ? La mémoire de la Résistance qui

---

1. *Résistants, Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Toulouse, Centre régional de publications de Toulouse-Midi-Pyrénées-Éditions du CNRS, 1980 ; *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 [1990] ; *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001 ; *Le chagrin et le venin*, Paris, Gallimard, 2014 [2011].

triomphe aujourd'hui est en effet celle d'un « mythe résistancialiste » : selon cette *doxa*, de Gaulle aurait persuadé les Français qu'ils avaient tous résisté, alors qu'en réalité, ils auraient été attentistes et veules, avec deux minorités collaborationniste et résistante posées – au nom de quoi ? – comme symétriques et de force égale. Comme le remarque Jean-Marie Guillon dans sa postface, Pierre Laborie a été profondément blessé par l'accueil réservé au *Dictionnaire historique de la Résistance* auquel il a contribué, avec d'autres spécialistes de la Résistance, par des textes majeurs<sup>2</sup> : qu'on taxe de résistancialisme ces historiens confirmés pour se dispenser de discuter leur argumentation serrée, représentait une injustice criante, un déni d'histoire qu'il n'a pas supporté. C'est ce qui l'a poussé à écrire *Le chagrin et le venin*.

Plusieurs des articles de ce livre reviennent sur la thèse du mythe résistancialiste pour la réfuter, preuves à l'appui. Le discours prononcé par de Gaulle à l'Hôtel de Ville, le 25 août 1944, ne peut être à lui seul « l'origine et le socle d'une mythologie qui allait structurer la mémoire nationale pendant trente ans » (p. 351). L'examen de l'ensemble de ses discours montre qu'au contraire, il a toujours présenté la Résistance comme le fait d'une élite et d'une élite très minoritaire. P. Laborie se livre plus largement à une histoire de la réception de la Résistance : à la Libération, elle portait une idée du futur, et la promesse d'un autre futur possible. Cet espoir a été déçu, mais l'adhésion à ce futur volé a été interprétée, à partir des années 1970, comme une participation aux combats, ce qui était pour lui une contrevérité évidente, mais a transformé le futur espéré en un retour imposé vers les ombres du passé réel (p. 390). La communion entre les Français et la Résistance peut alors passer pour un honneur inventé.

P. Laborie relève les erreurs, les simplifications abusives, les affirmations catégoriques mais sans preuves sur lesquelles repose la *doxa*, mais comme toujours chez lui, il faut lire les notes. Il réfléchit aussi aux particularités de cette histoire des années noires à laquelle il a consacré sa vie de chercheur. J'en retiendrai deux : d'abord le rapport aux témoins, longtemps érigés en détenteurs de la vérité, au besoin contre les documents d'archive, mais dont il serait sommaire de n'attendre qu'une connaissance du climat, des ambiances. Un historien britannique vient de le démontrer en construisant à partir des témoignages une intéressante histoire de la Résistance<sup>3</sup>. Ensuite, les particularités de cet objet historique : un temps lourd de silences qu'il est nécessaire autant que périlleux de faire parler ; un temps où l'on ne sait jamais s'il faut faire confiance à ses interlocuteurs, où les pratiques sociales de dissimulation sont constantes. L'on peut parler d'ambivalence, d'adaptation contrainte, de stratégies de contournement, de conduites d'évitement, de penser-double. Un temps aussi où l'on vit et meurt avec ses contradictions, comme ce cheminot FTP, tué par le sabotage d'un transport de troupes allemandes qu'il avait demandé à conduire pour des raisons économiques (p. 72).

Au fond, ce que prouvent ces textes, c'est la nécessité d'une histoire culturelle de la Résistance. Je critique la marginalisation du politique et du social à laquelle elle conduit parfois. Mais P. Laborie, qui maîtrisait ces dimensions, démontre que faire l'économie du culturel est s'interdire de comprendre ce qui s'est passé de la débâcle à la Libération. On ne peut faire d'histoire si l'on congédie l'expérience des acteurs, la façon dont ils ont vécu les événements et dont ils se les sont représentés. Les faits, le *pourquoi* et le *comment* des faits comptent assurément, mais leur sens – et même leur imaginaire – comptent tout autant. C'est cela, « penser » l'événement.

**Antoine PROST**

2. F. MARCOT (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006.

3. R. GILDEA, *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Les Arènes, 2017.

**Fabrice GRENARD, *Les maquisards. Combattre dans la France occupée, Paris, Vendémiaire, « Résistance », 2019, 616 p.***

Dans son dernier ouvrage, l'historien Fabrice Grenard propose « la première grande synthèse sur l'histoire des maquisards à l'échelle de toute la France ». Ce projet s'inscrit dans une riche historiographie et répond à un double impératif. D'une part, les historiens des maquis ont de longue date préconisé un travail à plusieurs échelles, qui tienne compte des réalités locales, sans toutefois négliger une étude plus globale, seule à même de dégager les traits communs des maquis et leurs différences<sup>4</sup>. Si cette approche semblait une gageure en 1950, elle est aujourd'hui permise par la très grande richesse des études régionales et locales sur les maquis et leurs chefs, leur récent renouvellement<sup>5</sup>, ainsi que par les pistes ouvertes lors de colloques fondateurs<sup>6</sup>, l'accès progressif aux archives et la publication continuée de témoignages – comme le rappelle l'auteur dans son introduction (p. 12-13). Fabrice Grenard a lui-même contribué à ce cheminement scientifique, en publiant en 2014 la biographie du chef de maquis Georges Guingouin<sup>7</sup>. D'autre part, le renouvellement de l'historiographie de la Résistance est largement passé, depuis les années 1990, par des approches sociologiques, voire anthropologiques de l'engagement résistant : dans le cas des maquis, l'indispensable ouvrage que Roderick Kedward a consacré à un large Sud-Ouest en témoigne<sup>8</sup>.

*Les maquisards* s'inscrit dans ce double héritage et se distingue d'autres travaux sur les maquis français en s'attachant à reconstituer l'histoire des hommes et non celle des formations maquisardes<sup>9</sup>, à la suite des travaux de Jacques Canaud<sup>10</sup>. Fabrice Grenard entend ici s'affranchir, à bon droit, de la légende dorée qui célébra des décennies durant des combattants du maquis entièrement militarisés, aussi bien que de la légende noire qui se focalisa, parfois par anticommunisme, sur leurs débordements (p. 14-15).

Le plan, classique, suit la chronologie de la naissance des maquis puis les grandes étapes de leur organisation et de leurs combats, sans oublier les phases de répression. La part faite à l'avant-débarquement est belle, ce que l'on ne saurait que saluer. Loin de réduire le sujet au stéréotype des maquisards qui, Sten au poing, menèrent la libération du territoire, l'auteur revient sur les débuts des maquis, à la fin de 1942. Il montre ainsi que, la Résistance étant à ses débuts très urbaine, ce n'est qu'à cette

4. M. GRANET, « Dessen général des maquis », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 1, 1950, p. 51-72 ; F. MARCOT, « Pour une enquête sur les maquis », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, n° 132, 1983, p. 89-100 ; R. FRANK, « La Résistance et les Français, un cycle de six colloques, 1993-1996 », *Clio*, n° 1, 1995, p. 205-212. En ligne : <http://clio.revues.org/index526.html>.

5. Notamment : H. R. KEDWARD, *À la recherche du Maquis*, Paris, Éditions du Cerf, 1999 ; G. VERGNON, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002 ; C. BARBIER, *Le maquis de Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014.

6. *Colloque sur les maquis. 22 et 23 novembre 1984*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, Institut d'histoire des conflits contemporains, 1986 et *Le rôle des maquis dans la Libération de la France*, Annecy, Morel Organisation, 1995 ; F. MARCOT (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis. Actes du colloque international de Besançon 15-17 juin 1995*, Paris, Les Belles Lettres, 1996.

7. F. GRENARD, *Une légende du maquis : Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2014.

8. H. R. KEDWARD, *À la recherche du Maquis*, op. cit.

9. Notamment P. MONTAGNON, *Les maquis de la Libération*, Paris, Pygmalion, 2000 ou S. SIMONNET, *Maquis et maquisards. La Résistance en armes, 1942-1944*, Paris, Belin, 2015, qui passe très vite des « maquisards » aux « maquis ».

10. J. CANAUD, *Le temps des maquis. De la vie dans les bois à la reconquête des cités, 1943-1944*, Précyc-sous-Thil, Éditions de l'Armançon, 2003.

date que l'espace rural commença à accueillir des résistants recherchés, des juifs ou des étrangers menacés par Vichy et par l'occupant, qui ne pouvaient plus bénéficier de l'anonymat des réseaux de la Résistance urbaine. Ils formèrent donc les premiers noyaux maquisards, rejoints ensuite par des ouvriers refusant la « Relève » visant à les envoyer travailler en Allemagne. Mais c'est en février 1943, avec la promulgation du « Service pour le travail obligatoire (STO) », que la situation changea d'échelle : avec l'afflux spontané des jeunes « réfractaires » qui refusaient de partir travailler en Allemagne, les effectifs devenaient trop importants pour être dispersés chez l'habitant. Il fallut donc organiser des campements. Devant l'ampleur du phénomène, les diverses organisations de Résistance apportèrent leur aide et contribuèrent à la structuration et à l'encadrement des maquis.

La militarisation des maquis ne se fit pas en un jour. Fabrice Grenard évoque ainsi le quotidien des maquisards tout au long des années 1943 et 1944. Le manque de moyens et la difficile traversée de l'hiver 1943-1944 en furent des étapes douloureuses. L'aide des populations locales put leur apporter du soulagement ; mais les relations étaient ambivalentes, car les populations craignaient les réquisitions des maquis comme la répression que leur action pouvait engendrer. Malgré ces épreuves, et sous l'impulsion de leurs chefs, les maquis gagnèrent en organisation et en discipline. Nombre d'entre eux survécurent à l'hiver comme à la violente répression du début de l'année 1944. D'autres connurent un sort terrible : ainsi le maquis des Glières, décimé par la répression en mars 1944. Une dernière partie s'ouvre avec le printemps 1944, qui évoque l'espoir suscité par la sortie de l'hiver puis par le débarquement, la grande montée au maquis qui suivit le 6 juin, puis les combats de la Libération. Le récit serait incomplet s'il n'évoquait pas les territoires libérés et temporairement administrés par les maquis, souvent repris par l'ennemi, qui se livra alors à de terribles représailles.

Malgré la densité de l'ouvrage, l'ampleur de la tâche explique, parfois, des ellipses. Dans l'histoire des combats par exemple, l'attention est portée sur les formations maquisardes davantage que sur les hommes, dont les émotions et les expériences vécues s'effacent au profit de considérations sur les opérations militaires. Les combats en eux-mêmes, la peur, les blessures qu'ils provoquent ne sont que peu évoqués. Sur un autre plan, le retournement de l'opinion suscité par le STO au début de 1943 est abordé avec un optimisme que l'on pourrait nuancer : « La rupture [de l'opinion avec le régime de Vichy] apparaît totale et définitive, y compris pour ceux qui jusqu'alors étaient plutôt des partisans du régime » (p. 49). De même, « l'accueil des étrangers » (p. 131 *sq.*, p. 179) et des soldats coloniaux (p. 167) au sein des maquis apparaît comme une évidence. Addi Bâ, tirailleur sénégalais, est ainsi cité dans ses fonctions de chef de maquis sans précision (p. 167) ; pourtant, ce n'est qu'en 2013, soixante ans après son exécution par les Allemands, qu'il reçut la médaille de la Résistance à titre posthume. Enfin, les liens avec l'allié britannique et la France libre sont surtout évoqués, conformément au projet de l'auteur, pour leurs conséquences sur le terrain : les parachutages d'armes (p. 192, 286), mais aussi l'envoi d'agents et de soldats auprès des maquis, qui fait l'objet de pages intéressantes (p. 419-444). En revanche, la genèse des liens avec Londres n'est pas prise en compte : l'action britannique auprès des maquis est rapportée, pour l'essentiel, aux décisions prises par Churchill en 1944 (p. 192-193, 333). Même si la question ici n'est pas centrale, on aimerait en savoir plus sur le travail effectué tout au long de 1943 par les services alliés pour comprendre et aider les maquisards, qui a laissé un volume d'archives considérable, mais dont l'évocation reste ponctuelle (p. 420).

Ces réserves mineures ne doivent pas faire oublier le mérite d'un ouvrage qui fait un point bienvenu sur l'histoire des maquisards, en se fondant à la fois sur des

archives et sur les publications disponibles. Il remplit pleinement son objectif en offrant une synthèse utile et maniable sur un sujet foisonnant.

Raphaële BALU

## HISTOIRE DES TERRITOIRES OCCUPÉS PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

**Emmanuel DEBRUYNE, « Femmes à boches ». *Occupation du corps féminin, dans la France et la Belgique de la Grande Guerre*, Paris, Les Belles Lettres, 2018, 464 p.**

Emmanuel Debruyne livre une passionnante histoire des relations intimes des occupants allemands et des femmes belges et françaises dans les territoires occupés entre 1914 à 1918. Le titre, « *Femmes à boches* », reprend l'expression péjorative utilisée à l'époque pour qualifier ces femmes accusées de fréquenter l'ennemi, sans que cette relation soit toujours attestée. Cette étude se situe donc à l'intersection de relations de dominations multiples, qui irriguent l'ensemble des questionnements de l'auteur : domination de l'homme sur la femme, du militaire sur le civil, de l'occupant sur l'occupé. Il examine ainsi la diversité de ces relations intimes : violences sexuelles accompagnant en particulier l'invasion de 1914, prostitution, relations intimes consensuelles.

Emmanuel Debruyne inscrit sa réflexion à la croisée de deux grands courants de recherche, l'histoire du genre, en particulier de la sexualité, et l'histoire de la guerre, en particulier des occupations militaires, dont il est un des spécialistes pour les deux guerres mondiales. Par la diversité des questions abordées, l'ouvrage contribue à l'histoire des expériences de guerre. Il apporte aussi beaucoup à l'histoire démographique du conflit, encore mal documentée, ou à celle des liens sociaux, du genre et des relations de couple (E. Cronier, C. Vidal-Naquet). L'auteur rejette ainsi l'utilisation des concepts de « collaboration sexuelle » ou de « collaboration horizontale », en ce qu'ils amalgament le fait de travailler avec un pouvoir occupant et d'avoir des relations sexuelles avec un ou plusieurs de ses représentants.

Le croisement de sources très diverses donne une grande force à son étude, assurant en particulier la mise en perspective des pratiques et des représentations. Deux corpus sont plus particulièrement mobilisés. Face à l'absence d'ego-documents issus des femmes occupées, Emmanuel Debruyne s'appuie sur cent dix journaux intimes rédigés clandestinement par des occupées et occupés français et belges. Leur recensement et leur étude critique font de l'ouvrage un outil de travail précieux, mettant en évidence l'apport d'une masse critique de sources sur des thématiques aussi complexes à aborder que celles de la sexualité. L'analyse s'appuie par ailleurs sur des données démographiques issues d'un échantillon de soixante et onze communes (cinquante-six belges et quinze françaises). S'il n'est pas représentatif de l'ensemble des territoires occupés, cet échantillon en assure une couverture extensive concernant les naissances de père inconnu et les mariages. On peut regretter ici que l'analyse ne renvoie qu'à des données relatives, cependant finement analysées. Une annexe présentant les chiffres bruts aurait permis de préciser les bases statistiques de l'étude. Ces corpus sont croisés avec une masse impressionnante de sources complémentaires : archives communales et départementales, judiciaires, paroissiales, presse officielle et clandestine, fictions, chansons, pièces de théâtre ou affiches. Cet ensemble permet à

l'auteur de mettre en perspective le point de vue des occupants et celui des occupées et occupés et d'ancrer la réflexion dans les nuances des situations locales et des trajectoires individuelles. Le travail est nourri par une quinzaine de monographies locales produites à l'occasion du travail collectif de dépouillement (mémoires de master). Les comparaisons effectuées notamment entre la zone des armées et le territoire du Gouvernement général, entre les villes et les espaces ruraux, entre les groupes sociaux, donnent lieu à des analyses soulignant à quel point l'expérience de guerre en territoire occupé – comme ailleurs –, était loin d'être monolithique. L'auteur, sans réduire son analyse à la dialectique occupant/occupé, combine au contraire des échelles multiples et des clés de lecture attentives à l'ensemble des acteurs. La mobilisation des témoignages, dont des passages extensifs sont cités, forme un tableau vivant et sensible des expériences de guerre. Le soin apporté à l'édition y contribue aussi, avec un cahier iconographique et deux cartes des territoires occupés.

Organisé en sept chapitres, l'ouvrage aborde tout d'abord les violences sexuelles qui ont accompagné l'invasion allemande en France et en Belgique (août-octobre 1914). Interrogeant le concept de « viol comme arme de guerre » utilisé pour qualifier les violences sexuelles commises au Rwanda, au Congo ou en ex-Yougoslavie, il montre que celui-ci ne s'applique pas à la situation des territoires occupés belges et français. Dans le sillage des études menées sur l'invasion allemande de 1914 (J. Horne et A. Kramer), il estime à 15 à 25 000 les viols commis lors de l'invasion, pour montrer ensuite comment ces violences baissent fortement avec l'occupation, en lien avec la volonté des autorités allemandes de maintenir la discipline et la modification des relations entre occupants et occupées. Si les violences sexuelles sont bien un phénomène de grande ampleur, celle-ci est cependant moindre que ce que la propagande alliée insinua. Au-delà des agressions les plus violentes, les visites médicales fréquemment imposées par l'occupant sont vécues par les femmes comme des atteintes à leur intimité. Dans un deuxième chapitre, l'auteur montre comment la prostitution a été un enjeu de pouvoir pendant l'occupation, aboutissant à une alliance objective des autorités allemandes et des autorités locales, les unes ciblant la prophylaxie des maladies vénériennes, les autres la préservation de la moralité. Cette étude nourrit une histoire comparée de la prostitution pendant la guerre, en l'ancrant dans les pratiques et les débats issus du XIX<sup>e</sup> siècle. Emmanuel Debruyne analyse le néoréglementarisme allemand qui, loin d'organiser la prostitution à grande échelle, vise à canaliser un phénomène existant. Le contrôle sanitaire est l'angle majeur de cette politique répressive, dont l'auteur souligne les frictions avec les autorités locales soucieuses en particulier de soustraire les mineures à la prostitution. Ancrée dans la diversité des territoires, l'étude de la prostitution apporte tant à l'histoire urbaine de la Première Guerre mondiale qu'à notre connaissance encore limitée des situations entre occupants et occupées. Il s'intéresse au cadre des rencontres, aux préjugés et aux obstacles auxquels les couples ont été confrontés, telle la barrière de la langue. Son analyse confronte les pratiques aux stéréotypes attachés, par exemple, aux officiers allemands jugés plus dépravés que les soldats. Il étend ici l'étude aux relations homosexuelles, comparant les réglementations françaises, belges et allemandes et ouvrant des pistes d'étude de la sociabilité homosexuelle. Étudiant la diversité des contextes dans lesquels se nouent et se vivent ces relations, l'auteur montre que si le quotidien des amants est difficile à cerner, la rareté des mariages met en lumière l'isolement et la réprobation qui pèsent tout particulièrement sur les femmes. Cet ostracisme fait l'objet d'un quatrième chapitre, qui examine notamment les manifestations du contrôle social pesant sur les femmes, soumises à de multiples injonctions (contrôle de l'apparence, de la parole, de l'attitude). Cette analyse est mise en parallèle avec l'apparition de l'expression « Boches du Nord », très connotée sexuellement,

apparue en 1915 en France libre (P. Nivet). L'auteur étudie de manière croisée les pratiques et les représentations de cette exclusion sociale, ancrée dans une vision de classe et distinguant espaces urbains et ruraux. Le cinquième chapitre, consacré aux maladies vénériennes, prolonge l'étude de la relégation sociale des « femmes à Boches » et celle de la prostitution (chap. 2). Croisant les mesures prophylactiques qui touchent les soldats et les femmes, l'auteur souligne la dimension répressive des inspections sanitaires et des traitements, tout en montrant comme la prise en charge des Françaises et des Belges vénériennes a pu être un enjeu entre belligérants, les Allemands cherchant à les évacuer en France libre pour s'en débarrasser. L'armée allemande traitant un homme sur vingt pour maladie vénérienne pendant la guerre (713 500 cas), l'endigement reste illusoire, même si les cas d'infection demeurent, selon l'auteur, inférieurs à ce qu'ils sont dans les armées alliées. On aurait aimé disposer ici de davantage d'éléments de comparaison, notamment chiffrés, sur ce thème débattu. Le chapitre 6 propose une histoire sociale des naissances illégitimes de père allemand dans les régions occupées, estimées de 22 à 30 000 et confirmant les conclusions de P. Salson pour l'Aisne. L'étude démographique souligne le poids de la zone des armées, et en son sein des zones rurales, dans ces naissances, le plus souvent liées à une difficile maîtrise de la fécondité. L'ouvrage apporte sur ces points, ainsi qu'en matière de lutte contre l'avortement, des éléments de comparaison entre la France, la Belgique et l'Allemagne. Il développe l'histoire culturelle de « l'enfant de l'ennemi » (S. Audoin-Rouzeau) pour montrer l'isolement social et l'hostilité auxquels les mères font face dès la naissance. Enfin, il aborde (chap. 7) le déchaînement de violence contre les « femmes à Boches » lors de la libération des territoires occupés en octobre et novembre 1918, plus typique de la Belgique que de la France. L'auteur met en perspective ces violences ritualisées avec des pratiques anciennes et avec celles observées en Europe en 1944-1945, notamment à travers la forme très genrée de la tonte publique. Si l'État belge met rapidement fin à ces violences, elles sont suivies d'une répression officielle visant celles qui ont enfreint la loi (avortement, dénonciation à l'ennemi), et d'une canalisation de la vengeance au sein des couples légitimes par le biais des procédures de divorce en particulier. L'auteur conclut sur les enjeux mémoriels attachés à ces relations intimes, qui reproduisent la relégation du temps de guerre en ce qu'on ignore le plus souvent le devenir des enfants nés de père allemand ou comment leurs mères ont réintégré la société belge ou française.

Emmanuelle CRONIER

**Jean-François CONDETTE (dir.), *La guerre des cartables, 1914-1918. Élèves, étudiants et enseignants dans la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, « Histoire et civilisations », 2018, 502 p. Préface de Christine Dalbert.***

L'école et la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais : c'est le thème de deux journées d'étude organisées par le Centre de recherche et d'études Histoire et Sociétés (CREHS) de l'Université d'Artois en collaboration avec le rectorat de l'académie de Lille, les 14 octobre 2015 et 16 mars 2016. Sous la direction de Jean-François Condette, les Presses universitaires du Septentrion en publient les contributions.

L'espace régional est ici d'un immense intérêt. Séparé par la ligne de front, le territoire des deux départements connaît trois configurations de guerre différentes qui imposent aux élèves, aux enseignants et aux administrateurs trois réalités distinctes : la zone de feu soumise à des destructions et des évacuations définitives, l'arrière-front français, menacé, transformé par la présence massive des soldats,

mais bien relié à l'administration centrale, et la zone occupée par l'Allemagne qui se stabilise à l'ouest d'une ligne Lille-Lens-Bapaume, laissant ces trois villes, leur hinterland, et tout l'est du Pas-de-Calais aux mains de l'Allemagne. Jean-François Condette a raison de le rappeler dans son remarquable texte de mise en perspective (p. 13-63), car ces situations variées bouleversent l'institution, la vie scolaire et ses acteurs sociaux de façon différenciée.

Dès lors, dans chacun de ces espaces, comment l'Université – l'ensemble des trois ordres scolaires : primaire, secondaire et supérieur – et les centaines de milliers d'individus qu'elle rassemble (administrateurs, maîtres et maîtresses, professeurs et élèves) se réajustent-ils au fil d'une guerre si longue, si dévastatrice ? La question est moins balisée qu'on ne pourrait le croire. Car si l'histoire de l'éducation s'est intéressée à la façon dont l'école représente la guerre, elle a moins – voire pas du tout – regardé la façon dont la guerre transforme l'école. De son côté, si l'histoire culturelle et sociale de la Grande Guerre a placé l'acteur – l'enfant, l'intellectuel, le normalien ou l'instituteur et l'institutrice – au cœur de son approche, elle a sans doute délaissé l'histoire des institutions au cours de la guerre elle-même dans le temps de paix retrouvé. C'est donc un grand sujet auquel s'attache ce collectif à l'échelle d'une région aux configurations guerrières multiples.

L'ensemble du livre est bâti sur la valorisation des archives d'une vaste enquête sur l'école du temps de guerre diligentée par le recteur Georges Lyon en 1920. Valorisé par la BDIC (désormais La contemporaine), ce fonds est présenté par Aldo Battaglia (« La guerre dans le ressort de l'académie de Lille ») en amont des contributions. On y trouve des réponses de maîtres et de maîtresses et d'élèves aux questionnaires qui leur ont été adressés, des témoignages d'enseignants et de soldats, des travaux d'élèves, des récits divers (journaux d'instituteurs, témoignages de notables) et des archives administratives du temps de la guerre (p. 65-78).

Qu'il s'agisse de l'école occupée et/ou de l'école en temps de guerre, un tiers des contributions s'appuie sur ce seul fonds exceptionnel. Il en ressort des points communs de part et d'autre de la ligne de front. Des deux côtés, l'école élémentaire est soumise à des bouleversements majeurs et inédits dans sa jeune histoire. L'institution scolaire subit une guerre d'une violence extrême aux conséquences déléteres. Nombre d'écoles sont bombardées, pillées, réquisitionnées, et le manque d'enseignants devient criant, soit qu'ils aient été mobilisés, soit qu'ils aient été déplacés. Très vite, les élèves doivent faire face à des impératifs matériels et sociaux radicalement nouveaux, dans un contexte de délitement des règles familiales (père absent, mère surmenée), économiques (élèves mobilisés dans les champs et les ateliers) et disciplinaires (conditions de vie et d'enseignement propice à l'absentéisme scolaire). La contribution de Julien Dochez met bien en évidence ce qu'implique la continuité des services publics d'instruction en zone occupée : se positionner « contre », « avec » ou « malgré » les Allemands. Élèves et enseignants découvrent des formes d'agir qui, en temps de guerre et face à l'occupant, sont tout sauf des « petits actes » (p. 154). Les risques pèsent sur l'ensemble des gestes et des mots de résistance qui se déploient dans l'institution. L'inspecteur primaire M. Louis sera par exemple enfermé quatre mois pour avoir refusé de serrer la main à un représentant des autorités allemandes au cours d'un jury d'examen du brevet supérieur en 1917 (p. 154).

Un autre point fort de l'ouvrage est l'attention portée à la relation entre les élèves et les différents types de soldats : soldats allemands en zone occupée (François Da Rocha Carneiro, Jean-Baptiste Gardon, Corine Vezirian-Lefevre et Sandrine Gorez-Brienne), soldats anglais (Delphine Dufour), ou bien soldats français, alliés et coloniaux à l'ouest de la ligne de front et particulièrement sur le littoral, où de nombreux camps d'entraînement et cantonnements sont installés (Jean-François Condette, Magali Domain).



Par ailleurs, les matériaux réunis dans le fonds de La contemporaine permettent à certains auteurs de revenir sur la pédagogie à l'œuvre en décrivant cahiers ou travaux d'élèves et exercices pédagogiques. De ce point de vue, la question aujourd'hui essentielle est peut-être moins de s'interroger sur la profondeur de la diffusion de la pédagogie de guerre, que sur ce qu'implique toute pédagogie *en* guerre. De ce point de vue, l'article de Patrick Auguste, Sophie Braun et Marie-Thérèse Pourprix sur la faculté des Sciences est particulièrement stimulant. Pour répondre aux exigences du temps de guerre et à la pénurie d'enseignants, le professeur Gustave Demartres décide de changer ses pratiques. Il abandonne ses domaines de spécialités (analyse et géométrie) et propose un enseignement didactique de mathématiques dans le but de s'adresser « au plus grand nombre possible d'étudiants et d'étudiantes » (p. 93). Comme le remarquent ses propres collègues dès le début des années 1920, cette « nouvelle » pédagogie eut comme conséquence une intégration inédite des candidats de la faculté de Lille dans les grandes écoles (Polytechnique et Navale notamment).

Enfin, plusieurs contributeurs le soulignent, la zone occupée est soumise à une pénurie bien plus importante qu'en zone française, avec une crise des subsistances et une précarité qui ne s'expliquent pas seulement par l'hostilité des occupants mais aussi par les effets du blocus continental qui pesa lourdement sur l'ensemble de la population civile de l'Allemagne. De ce point de vue, les conditions de vie des mondes scolaires français en zone occupée auraient mérité d'être comparées avec celles des écoles allemandes du temps de la guerre<sup>11</sup>, autant sinon plus qu'avec celles des écoles françaises.

On se permet également de soumettre ici à discussion un regret sur le fond du propos : une insuffisante prise en compte – selon nous – du poids du deuil dans les mondes scolaires avant la sortie de guerre et la reconstruction (c'est-à-dire avant la troisième partie du livre). Nous pensons que ce n'est pas seulement à l'heure des bilans (1918) et dans les années 1920 que la mort de masse s'invite à l'école. C'est même dès le premier jour de la rentrée 1914 que le deuil transforme les pratiques et les interactions au sein des salles de classe de tous les établissements.

Le livre n'est pas exempt de légères imperfections de forme. Les contributions ne s'appuient que trop rarement les unes sur les autres en dépit du fonds d'archives en partage, ce qui crée certains effets de répétition. Par ailleurs, quelques auteurs font preuve de notables lacunes dans leurs références, en dépit du faible nombre d'historiennes et d'historiens travaillant sur l'enfance et/ou l'école en guerre. Mais cela ôte peu au véritable intérêt heuristique de *La guerre des cartables*, ouvrage stimulant et riche d'observations pionnières sur la façon dont les acteurs agissent au sein de leur institution bouleversée par la guerre.

**Emmanuel SAINT-FUSCIEN**

11. A. DONSON, *Youth in the Fatherless Land. War Pedagogy, Nationalism and Authority in Germany, 1914-1918*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

## SORTIES ET MÉMOIRES DE GUERRE DES COMBATTANTS

**Sébastien CHATILLON**, *Les poilus de Haute-Savoie. Conscription, mobilisation, réinsertion sociale, 1889-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire », 2020, 318 p. Préface de Christian Sorrel.

L'histoire sociale et culturelle de l'armée, de la conscription, de l'expérience combattante et des « sorties de guerre » durant la fin du XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, s'est considérablement développée en France depuis trente ans. Ces thématiques font toujours l'objet de nombreuses publications, comme l'illustrent les ouvrages récents de Mathieu Marly, Jérémie Halais ou le présent livre<sup>12</sup>. Cette richesse historiographique permet à Sébastien Chatillon d'articuler ces différents thèmes dans un cadre territorial restreint, pour proposer une « étude du trajet de vie des combattants haut-savoyards » (p. 20) sur le temps long. Pour ce faire, il analyse successivement leur incorporation et leur service militaire, leur mobilisation et vie au front durant la Première Guerre mondiale et leur retour, pour ceux d'entre eux qui ont survécu, à la vie civile.

Issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2015, l'ouvrage s'appuie sur deux « piliers » archivistiques : les registres de matricules, dont un millier de fiches ont été dépouillées et entrées dans une base de données qui a servi à leur analyse ; les témoignages de soldats et de civils, source désormais usuelle dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale, qu'il s'agisse de lettres, carnets, journaux intimes ou mémoires. À ces deux types de sources s'est ajouté le dépouillement d'archives institutionnelles locales et nationales.

S. Chatillon s'attache à traiter pour le cas des Haut-Savoyards toutes les questions les plus discutées de l'historiographie, des problèmes les plus classiquement militaires aux aspects les plus intimes, comme le deuil, en passant par la composition sociale du corps des conscrits, la situation à l'arrière durant la guerre ou encore l'inévitable question de la motivation au front, qui a suscité de nombreux débats polémiques entre historiennes et historiens. Cela oblige à ne présenter ici que les traits les plus saillants de l'ouvrage.

*Les poilus de Haute-Savoie* est marqué par deux caractéristiques principales. La première est, qu'à côté de l'ensemble des données et faits qu'il présente, S. Chatillon s'efforce, grâce aux témoignages – dans la continuité de l'anthropologie historique de la Grande Guerre –, de revenir régulièrement au plus près de la vie des acteurs et de retracer leurs expériences. Dans le deuxième chapitre, il s'attache à montrer comment se forme une « classe » (une génération de conscrits, incorporés l'année de leurs 20 ans), à travers différents rituels : tirage au sort ou passage devant la commission de révision après la réforme de 1905, fête des conscrits qui peut durer plusieurs jours, banquet et cérémonie religieuse de départ, soumission à la « discipline de fer » (p. 77) qui règne à la caserne. Au chapitre 4, l'auteur résume brièvement l'expérience de la guerre de six Haut-Savoyards aux profils sociaux et militaires différents. Si Joseph Rassat représente « l'archétype du soldat français, c'est-à-dire un jeune fantassin-paysan » (p. 134), d'autres ont des profils plus atypiques, comme Joseph

12. M. MARLY, *Distinguer et soumettre. Une histoire sociale de l'armée française (1872-1914)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019 ; J. HALAIS, *Des Normands sous l'uniforme, 1889-1919. De la caserne à la Grande Guerre*, Bayeux, OREP Éditions, 2018.

Bergoënd, émigrant canadien, ou Émile Bron, « embusqué de l'avant ». Comme d'autres avant lui, Chatillon retrace la vie au front et rappelle le seuil inédit de violence atteint en 1914-1918. Dans le chapitre 6, il cite longuement les témoignages d'attente, de difficultés, de frustration, voire d'énerverment de soldats impatients d'être démobilisés, puis leurs réactions parfois critiques envers les cérémonies commémoratives.

L'intérêt majeur du livre vient tant de l'atout de la monographie sur un territoire donné que de cette centralité des acteurs : l'inscription profonde de l'histoire des conscrits-soldats-vétérans dans leur vie sociale et leur société locale. Dès le premier chapitre, l'auteur insiste sur la mobilisation de l'espace par l'armée (casernes, terrains d'entraînement, manœuvres), les aspects économiques de l'implantation des casernes – les frais pour les municipalités comme les bénéfices que peuvent en tirer artisans et commerçants –, ou encore les relations multiples entre l'armée et la population locale au-delà de la seule incorporation des conscrits. Sur ce point, il revient par exemple sur la diffusion du sport et de l'hygiénisme ou les débats autour de la loi de Trois ans en 1913. Reprenant la méthode de Jean-Jacques Becker dans son *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*, S. Chatillon montre que « près de 71 % des suffrages haut-savoyards exprimés se sont portés sur des candidats favorables à des degrés divers à la loi des Trois ans » contre 55 % seulement nationalement (p. 46). L'auteur montre, après d'autres, tout ce que les archives du recrutement militaire peuvent nous apprendre sur le profil social de la population masculine, ici haut-savoyarde (p. 47-55) : travailleurs agricoles (55 %), ce qui ne peut étonner dans un département à 86,4 % rural ; n'ayant pas quitté le domicile familial (79 %) ; d'une qualité physique moyenne en raison de la dureté des travaux agricoles et de la malnutrition ; ayant reçu massivement une instruction primaire (90 %), mais rarement plus élevée (4 % titulaires du brevet de l'enseignement primaire supérieur, 1 % bacheliers).

L'importance accordée à l'entourage familial et professionnel, à la vie sociale et économique locale est surtout au cœur des trois derniers chapitres. Le chapitre 5 est consacré au « soutien de l'arrière » pendant la guerre. S. Chatillon y revient sur les réactions mitigées exprimées à la mobilisation, sur « la stupeur » (journal de l'instituteur retraité Jean Pollier, cité p. 181) suscitée par l'annonce des premières morts, puis sur la réorganisation du quotidien, l'installation dans la guerre et ses rebonds, les difficultés matérielles et les conflits qui parcourent la population, les actions de celle-ci en faveur des soldats (emprunts nationaux, œuvres). Les deux derniers chapitres portent sur le dernier pan du triptyque étudié par l'auteur : la « réinsertion sociale » des anciens combattants. Une fois les premières célébrations passées, les anciens soldats doivent retrouver le foyer, mais aussi les champs, l'atelier ou le bureau. L'étude statistique permet de mettre en avant les profonds changements causés par la guerre, par exemple sur l'activité professionnelle : « 28 % des démobilisés changent de milieu social entre 1919 et 1940 ». Notamment, le nombre de travailleurs agricoles chute à 43 %, à la faveur surtout des « activités artisanales et industrielles modernes » (p. 231). L'auteur insiste sur les spécificités locales des modes de travail qui peuvent compliquer notamment l'emploi des mutilés. Comme ailleurs en France, les anciens combattants haut-savoyards cherchent à défendre leurs intérêts en rejoignant massivement des associations qui leur sont dédiées : ils seraient 18 000 (en comptant 9 à 13 % de membres de l'entourage) vers 1930 (p. 250). Ces associations imprègnent profondément la vie locale : prix, aides, organisation de cérémonies, sociabilité. Si la mort de masse marque durablement le quotidien de l'espace local avec l'érection des monuments aux morts, le deuil de masse qui en découle n'est lui que rarement représenté sur ces monuments, mais plutôt sur les listes de noms des soldats tombés au front.

Ce qui fait la richesse de l'ouvrage, son caractère fouillé et précis, est également ce qui en fait, dans une certaine mesure, sa faiblesse : la problématisation est sacrifiée à la faveur de la monographie détaillée. Pourquoi la Haute-Savoie ? Cette question, qui peut sembler triviale, n'est en réalité jamais abordée par S. Chatillon. Si les ambitions de l'auteur de traiter une période longue en articulant sources quantitatives et qualitatives impliquaient presque nécessairement une focale sur un territoire restreint, le choix de ce territoire n'est pas explicite. Les caractéristiques de la Haute-Savoie décrites au début du chapitre 1, puis au long de l'ouvrage, notamment son rattachement définitif tardif à la France (1860), sa situation géographique spécifique (zone montagneuse rurale et agricole à la frontière franco-italo-suisse), son républicanisme cohabitant avec sa forte tradition catholique, auraient pu être reprises en arguments justifiant non seulement le caractère monographique du livre mais aussi le choix de la Haute-Savoie comme territoire périphérique. Ce manque de problématisation se retrouve plus largement dans l'ouvrage. Lorsque S. Chatillon parle de l'expérience des conscrits à la caserne ou des soldats au front, il se contente de retracer cette expérience, mais ne l'articule pas à une question plus vaste, comme la construction de l'identité masculine (O. Roynette), les relations d'autorité (E. Saint-Fuscien) ou de classe (N. Mariot).

Deux critiques plus marginales peuvent être formulées. Premièrement, l'auteur ne distingue pas toujours clairement les différents types de témoignage qu'il utilise (lettres écrites au jour le jour, carnets éventuellement retravaillés avant publication, mémoires rédigées a posteriori). Deuxièmement, quelques points contradictoires apparaissent. L'auteur considère que les Haut-Savoyards ont largement accepté la militarisation (chap. 1). Toutefois, il indique aussi que l'insoumission, si elle est restée un phénomène « très marginal », est en Haute-Savoie légèrement supérieure à la moyenne nationale : 2 % contre 1,5 % (p. 68). De même, le délit de désertion durant la guerre y est de 2 % contre 0,5 % nationalement (p. 124). L'auteur explique ce dernier chiffre par la facilité de se réfugier en Suisse, mais ne le met pas en perspective avec ce qu'il écrit ailleurs.

Cet ouvrage de qualité s'adresse donc prioritairement à celles et ceux qui s'intéressent à la conscription au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, aux soldats et vétérans de 1914-1918 et aux « sorties de guerre ». Ses résultats sur la Haute-Savoie pourront être comparés à ceux d'autres études locales. L'ambition monographique est pleinement réussie, mais une question de recherche qui structurerait l'ouvrage aurait pu enrichir la réflexion de l'auteur sur la place des Haut-Savoyards dans la société nationale.

**Antonin DUBOIS**

**David AUBIN, *L'élite sous la mitraille. Les normaliens, les mathématiciens et la Grande Guerre, 1900-1925*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, « Figures normaliennes », 2018, 374 p. Préface de Claude Viterbo.**

Avec *L'élite sous la mitraille*, David Aubin propose de mettre à l'épreuve de la réalité historique une vision communément acceptée de l'histoire des mathématiques en France pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : le lourd tribut payé par les mathématiciens de l'École normale supérieure au cours de la Première Guerre mondiale aurait grandement pénalisé le développement des mathématiques en France dans l'entre-deux-guerres. Cette opinion, largement diffusée par les membres du collectif Bourbaki appartenant quant à eux à la génération normalienne suivante et se présentant volontiers comme laissés « sans maîtres » (p. 224), masque en effet un double phénomène qu'il revient à l'historien d'analyser.

D'une part, malgré la popularité de cette thèse, les faits sur lesquels elle repose restent finalement mal connus. Certes, la Première Guerre mondiale a fait l'objet d'un nombre conséquent d'études, mais celles situées à l'échelle de l'École normale ou des mathématiques demeurent peu nombreuses. Qui étaient donc ces jeunes normaliens morts à la guerre ? Quels étaient leurs domaines de recherche ? Comment ont-ils vécu la guerre et comment sont-ils morts ? D'autre part, cette « thèse Bourbaki », pour reprendre l'expression de David Aubin (p. 4), s'inscrit dans le cadre plus large de la mémoire de la Grande Guerre. Comment la mémoire du sacrifice des normaliens a-t-elle été construite, alors même que la guerre battait son plein ? Selon quelles modalités la vie mathématique a-t-elle repris son cours ? Quelles formes d'oubli cela a-t-il provoquées ? Et, enfin, comment ce processus mémoriel, où l'idée de gâchis de talents que l'on aurait mieux fait de préserver joue un grand rôle, participe-t-il d'une construction de l'identité de l'École normale supérieure comme établissement d'élite ?

Pour répondre à ces questions, David Aubin mobilise une grande variété de sources : archives de l'École normale supérieure et du ministère de la Défense, travaux scientifiques des normaliens morts pour la France, notices nécrologiques publiées par l'Association amicale de secours des anciens élèves de l'École normale supérieure, témoignages et correspondances, presse, etc.

L'étude est organisée en neuf chapitres. Après avoir dressé dans le chapitre 1 un tableau des (effectivement lourdes) pertes subies par les mathématiques et des traces mémorielles que ces pertes ont laissées, l'enquête se tourne vers les deux thèses historiographiques relatives aux mathématiques de l'entre-deux-guerres. D'abord celle véhiculée par le collectif Bourbaki, évoquée précédemment, et dont l'analyse montre ici tout à la fois les faiblesses et l'ancrage dans l'expérience vécue de la génération d'après-guerre, et en particulier dans le sentiment de rupture générationnelle qu'elle a éprouvé. Ensuite, celle de l'historien des sciences Paul Forman, selon laquelle les changements culturels induits par la guerre ont eu des effets sur le développement des sciences (plus précisément de la mécanique quantique) dans les années 1920. Mais, s'il s'agit dans les deux cas de rendre compte des conséquences du conflit sur les évolutions scientifiques, l'une comme l'autre préservent la « digue idéologique » (p. 42) élevée entre la science et la guerre dès 1918, consistant à dissocier les contenus scientifiques prétendument purs des usages dont ils peuvent faire l'objet. Le chapitre 3 propose ensuite de mettre la thèse Bourbaki à l'épreuve des chiffres en dressant un tableau comparatif des pertes subies dans l'enseignement supérieur. L'analyse montre que le sentiment de sacrifice des normaliens repose sur une réalité : ceux qui étaient en cours de scolarité ont de fait été plus touchés que la population générale des mobilisés français, que les polytechniciens ou que les étudiants d'autres pays belligérants, et ce bien que les populations étudiantes aient subi de lourdes pertes dans l'ensemble des pays examinés. Les anciens élèves de l'ENS, toutefois, ont des taux de mortalité similaires à ceux des autres populations examinées.

Les quatre chapitres suivants examinent les trajectoires et les œuvres des élèves de l'École normale engagés dans le conflit. Après s'être intéressée à leurs origines, à leur vie quotidienne à l'École, à leurs débuts de carrière (chap. 4), l'enquête se poursuit par une analyse prosopographique des travaux mathématiques de ceux d'entre eux qui avaient entrepris une activité de recherche (chap. 5). David Aubin montre d'une part que, contrairement à ce qu'affirme Bourbaki, la mortalité des jeunes spécialistes de la théorie des nombres ne permet guère d'expliquer le déclin du domaine dans la France d'après-guerre. Il met d'autre part au jour les mécanismes de la postérité des quelques normaliens travaillant dans le domaine de l'analyse : si les maîtres et les camarades ont fait en sorte, dans l'immédiat après-guerre, de préserver de l'oubli les recherches des mathématiciens décédés, seuls les travaux de René Gateaux ont,

dans les faits, bénéficié d'une postérité importante. Le chapitre 6 examine ensuite les conséquences de la guerre pour les normaliens qui, sans être morts au combat, ont été « prisonniers, blessés ou aliénés ». Il établit que si certaines trajectoires ont clairement été stoppées par la guerre, les blessures, bien que très lourdes pour certains, ont aussi parfois permis des changements d'affectation et la poursuite d'une activité de recherche. La guerre en elle-même est enfin étudiée dans le chapitre 7. L'auteur y met au jour tout ce que l'expérience des normaliens (mathématiciens ou pas) a de tristement banal, depuis l'affectation, où les compétences, au début du conflit, ne sont pas prises en compte, jusqu'aux circonstances de la mort au front, en passant par le désir de combattre affirmé par certains et la conscience des risques encourus.

Les deux derniers chapitres analysent enfin la construction de la mémoire normalienne de la Grande Guerre, pour comprendre l'évolution conduisant de la célébration de l'héroïsme des jeunes intellectuels devenus chefs de troupes vers le sentiment d'un gâchis irréparable. Pendant le conflit, les hommages et le décompte des morts pointent le rôle spécifique de l'École dans la guerre, participant ainsi de la mise en avant de son prestige, du renforcement de sa position institutionnelle, de l'affirmation de son rôle social (chap. 8). L'idée selon laquelle les normaliens auraient peut-être été mieux employés ailleurs qu'au front demeure très marginale. Dans l'immédiat après-guerre, alors que la vie mathématique reprend son cours normal mais demeure éloignée des tendances majeures développées à l'échelle internationale (et en particulier, pour cause de boycott, des travaux des mathématiciens allemands), l'École se construit une nouvelle identité. Dans un contexte de redéfinition de la place des sciences dans la société moderne, elle incarne la recherche pure et désintéressée (p. 264), au nom de laquelle ses élèves de la génération suivante, celle de Bourbaki, donc, réclameront le droit de se soustraire à la violence des combats (chap. 9).

Ainsi, conclut David Aubin, ni la mortalité des mathématiciens issus de l'École normale supérieure, ni la construction mémorielle les concernant dans les années 1915-1925, ne sont spécifiques, si on les compare aux autres disciplines. L'existence d'un collectif d'acteurs de la génération suivante, ayant intégré les discours entendus lors de sa scolarité dans un récit destiné à mettre en scène la rupture opérée par ses propres travaux, s'avère bel et bien, en revanche, propre au cas des mathématiques.

Avec *L'élite sous la mitraille*, David Aubin poursuit l'exploration des rapports entre sciences et Première Guerre mondiale, à la suite notamment de l'ouvrage collectif qu'il avait codirigé en 2014 avec Catherine Goldstein<sup>13</sup>. Le propos s'écarte ici de la question de l'application des sciences aux contextes guerriers, ou de celle de la participation à l'effort de guerre des scientifiques en tant que chercheurs ou hommes de sciences, pour aborder celle de la mobilisation en tant que soldats de jeunes hommes, en l'occurrence mathématiciens, mais surtout issus de l'élite intellectuelle et scientifique. Le livre montre ainsi comment s'articulent, pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, destinées individuelles et histoire des institutions, mémoire des communautés scientifiques et représentations disciplinaires. Il déborde en cela de l'histoire des mathématiques et des sciences pour rejoindre les thématiques de la construction mémorielle en temps de conflit et des usages de la mémoire.

Enfin, si l'ouvrage se tient à l'écart des débats historiographiques relatifs à l'existence d'une culture de guerre, à l'acceptation ou non de la guerre par les soldats et aux contraintes qu'ils subissent, l'éclairage qu'il fournit de l'expérience des normaliens lors du conflit (chap. 7) ne manquera pas de nourrir les discussions et d'intéresser les spécialistes de cette période.

**Caroline EHRHARDT**

13. *The War of Guns and Mathematics: Mathematical Practices and Communities in France and Its Western Allies Around World War 1*, Providence, American Mathematical Society, 2014.

**Pierre BOUVIER, *La longue marche des tirailleurs sénégalais. De la Grande Guerre aux indépendances*, Paris, Belin, « Histoire », 2018, 262 p.**

L'ouvrage de Pierre Bouvier, sociologue, s'inscrit parmi les nombreuses publications liées aux commémorations du centenaire de la Grande Guerre, en proposant une synthèse des travaux récents ou anciens consacrés aux troupes supplétives levées par la France en Afrique subsaharienne, plus connues sous le terme générique de « tirailleurs sénégalais ». Si l'ouvrage dit vouloir retracer « la longue marche » des tirailleurs « de la Grande Guerre aux indépendances », le premier conflit mondial et ses prolongements dans l'entre-deux-guerres occupent cinq de ses sept chapitres. L'auteur, professeur émérite à Paris Nanterre, est attaché au dialogue interdisciplinaire revendiqué par *Socio-anthropologie*, la revue qu'il a fondée, à la croisée de la sociologie et des autres sciences humaines. Le plan de l'ouvrage reflète une approche où l'indigène sous l'uniforme colonial est abordé comme un fait social complexe inscrit dans la durée et traversé par des relations de domination multiples. Dans les deux premiers chapitres, Pierre Bouvier traite des prémices des recrutements de supplétifs dans l'empire ouest-africain, puis de la création de la « Force noire », que la Grande Guerre popularise dans l'hexagone. Les chapitres 3 à 5 explorent les conditions de la démobilisation ainsi que les « perspectives de l'assimilation », en somme les acquis de l'expérience de la mobilisation du point de vue du dominé, donc du tirailleur. Ce dernier, subalterne par sa position hiérarchique au sein de l'armée et dans la société coloniale, peut devenir à son retour un relais de la colonisation, et parfois le dépositaire d'une part modeste de l'autorité coloniale, en accédant à des emplois intermédiaires comme garde de cercle ou interprète. Mais cette assimilation fut largement illusoire, ou tout au moins décevante, comme le rappelle le chapitre 6. Après 1945, si les perspectives assimilationnistes s'élargissent, le nouveau contexte international et la maturation de la contestation anticoloniale se conjuguent pour placer les espaces coloniaux dans une nouvelle dynamique, a priori émancipatrice. Les recrues africaines sont alors placées dans une position inconfortable, celle du colonisé sous l'uniforme colonial chargé de maintenir un ordre finissant. Anciens tirailleurs pensionnés et ultimes recrues de l'armée française en Afrique se trouvent à la fois refoulés par les nouveaux États et indispensables à l'encadrement des nouvelles armées nationales. Ces aspects, peu abordés pour l'heure par les historiens, compte tenu des délais de communicabilité des archives, sont étudiés dans le dernier chapitre de l'ouvrage.

Il ne s'agit donc pas d'une histoire militaire des unités africaines recrutées par la France. L'objectif est ici d'explorer les zones grises de la colonisation, celles que l'historien Marc Michel, pionnier des recherches sur les tirailleurs de la Grande Guerre, qualifie « d'aventure ambiguë ». Pierre Bouvier s'appuie sur une bibliographie solide, dans laquelle sont mentionnées les principales contributions historiennes en français ou en anglais portant sur les tirailleurs sénégalais, qu'elles soient centrées sur un conflit (Marc Michel pour la Grande Guerre et Julien Fargettas pour le second conflit mondial), ou menées sur une longue période (Myron Echenberg). L'auteur a privilégié la *verbatim* (p. 12), c'est-à-dire la parole même du subalterne, puisée dans les travaux des historiens qui ont fait des enquêtes de terrain, dans les documents d'archives, ainsi que dans certains ouvrages littéraires, sans que l'on distingue clairement la part du témoignage direct (chez une Lucie Cousturier, par exemple) et celle du souvenir romancé (chez un Bakary Diallo). Privilégier la parole du dominé a également conduit Pierre Bouvier à accorder une place non négligeable aux auteurs noirs ayant servi dans l'armée coloniale, comme Frantz Fanon ou Léopold Sédar Senghor. Il a également mobilisé un auteur comme René Maran pour étayer son

propos, l'historien se perdant quelque peu dans cette quête de la parole supposée du subalterne.

L'ouvrage peut être apprécié de différentes manières selon ce que l'on y cherche. Le lecteur peu familier avec le sujet y trouvera une approche sociale et culturelle permettant de révéler l'ensemble des interrelations rendues possibles par les engagements, forcés ou volontaires, de milliers de jeunes gens d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique équatoriale sous l'uniforme colonial. Grâce aux regards croisés du recruteur et de l'engagé, du militaire professionnel et du mobilisé en temps de guerre, aux souvenirs d'anciens combattants et aux critiques acerbes d'intellectuels engagés, le lecteur pourra mesurer toute la complexité de la situation coloniale fondée sur des relations de domination multiples et évolutives, mais n'excluant ni les connivences (par exemple entre notables africains et recruteurs), ni les accommodations (quand il faut se soumettre à la conscription ou qu'on tente de tirer quelque profit de son passé militaire), ni le métissage (illustré par les mariages de tirailleurs avec des métropolitaines). Le lecteur averti regrettera sans doute le peu d'informations nouvelles sur le sujet, l'absence d'une vision diachronique permettant de révéler les évolutions, les ruptures. Ainsi, si l'auteur insiste, à raison, sur la place des esclaves affranchis dans les premiers recrutements, et sur le poids des recrutements forcés des deux conflits mondiaux, il ne souligne pas assez comment le métier de soldat est devenu un horizon professionnel, l'occasion de réaliser un projet de carrière. Car l'engagé africain qui se déclare volontaire pour servir en Indochine après 1945 n'est pas l'appelé qui, ayant tiré « le mauvais numéro », était obligé de se rendre à pied de son domicile au chef-lieu après l'instauration de la conscription obligatoire en 1919. La part des volontaires fut d'ailleurs loin d'être négligeable dans les recrutements entre 1914 et 1945. Comment expliquer l'engouement pour l'armée dans certains cercles alors que dans d'autres la coercition dut être systématique pour assurer le recrutement ? On sait à peu près quels furent les « bassins » de recrutement les plus pourvoyeurs en volontaires. Il serait intéressant de tenter de comprendre pourquoi, de mesurer les ressorts de ces recrutements au fil du temps. Les dernières générations de militaires africains restent encore peu étudiées<sup>14</sup>, sans doute à cause de l'opprobre dont ils furent l'objet durant les luttes anticoloniales et après les indépendances. Il faudrait recueillir la parole de ces anciens militaires d'Indochine ou d'Algérie pour saisir la portée de leur engagement, en attendant que de nouveaux fonds d'archives soient ouverts à la recherche. De même, les questions liées à l'expérience de l'altérité, aux interrelations qui ont pu avoir lieu en métropole ou dans d'autres territoires de l'empire restent à analyser à travers les archives militaires et coloniales, de façon à saisir ce que les expériences individuelles et collectives ont rendu possible à l'échelle d'une vie. Le quotidien du tirailleur, son état d'esprit et ses stratégies d'acteur social conscient devraient pouvoir être appréhendés à partir de sources permettant une approche « par le bas » du colonisé sous l'uniforme. L'histoire des tirailleurs se renouvelle. Le regard porté par Pierre Bouvier a le mérite de recenser des pistes que l'historien du social doit encore explorer ou approfondir.

**Laurent JOLLY**

14. Il faut cependant citer l'ouvrage de M. BODIN, *Les Africains dans la guerre d'Indochine : 1947-1954*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 2000.



**Guy REYMOND, *Les prisonniers de guerre allemands dans les Basses-Alpes (1944-1948)*, Forcalquier, C'est-à-dire Éditions, « Un territoire et des hommes », 2019, 276 p. Postface de Jean-Marie Guillon.**

Guy Reymond, ancien employé des usines Péchiney à Saint-Auban avant de créer au début des années 1980, à la demande du maire de Digne, un service des archives municipales qu'il dirigea pendant vingt-cinq ans, livre une étude sur un territoire, les Basses-Alpes, qui accueillit dès l'été 1944 des prisonniers de guerre allemands après avoir été, à partir de 1943, une terre de formation de nombreux maquis, durement réprimés par l'occupant dans les sept mois précédant la Libération. Sur 276 pages richement illustrées et accompagnées d'un index des noms de personnes et de lieux, l'auteur à la fine connaissance du « terroir archivistique » propose une étude sur l'insertion de ces vainqueurs devenus vaincus dans un milieu profondément marqué par l'Occupation. La rencontre avec ces 3 204 prisonniers répartis, à l'échelle du département en décembre 1945, en une cinquantaine de kommandos municipaux et deux entreprises de travaux publics, promettait d'être historique.

Le travail accompli par Guy Reymond est remarquable à plus d'un titre, mais avant et surtout par sa capacité à flairer – tel l'ogre de la légende cher à Marc Bloch – la chair humaine et, ce faisant, à révéler, vue d'en bas, une histoire longtemps restée tue à l'échelle nationale, mais qui n'en continuait pas moins à circuler dans les familles. Cette descente au village s'appuie sur un méticuleux travail de sources, qui s'apparente au chercheur d'or quand il exploite les gisements, allant de filon en filon, de Castillon à Villeneuve, collectant documentations écrites et témoignages oraux. L'ouvrage suit une exposition géographique selon trois grandes parties d'inégale longueur : d'abord le cœur du dispositif de captivité, le dépôt n° 157 au camp du Tivoli à Digne (50 p.), puis les nombreux camps et kommandos qui en dépendent (118 p.), enfin la vie quotidienne et les rapports entre gardiens et prisonniers (83 p.), même si ces thèmes sont abordés tout au long des chapitres.

La formidable collecte documentaire croise ainsi des considérations d'histoire locale, étayées par des archives datant de la captivité, avec la construction de la mémoire du phénomène grâce au recours aux témoignages oraux suscités par l'auteur. Cette démarche s'intéresse moins aux directives venues d'en haut, de la Direction générale des prisonniers de guerre de l'Axe à Paris, du Commissaire de la République, voire des maires, qu'à leur application à l'échelle d'un village, d'un détachement de travail, d'une baraque, donnant à voir comment les Allemands sont pris en charge par des communautés en reconstruction. Cette perspective, qui a parfois tendance à privilégier les citations quasi in extenso de sources (p. 45-48), contient de véritables trésors d'archives, comme dans le cas du camp du Chaffaut occupé, entre 1945 et 1946, par le Service du déminage. L'ouvrage reproduit la chronique de ce service, magnifiquement illustrée par les prisonniers allemands qui représentent un quotidien d'où paradoxalement les travaux de déminage sont absents, à une allusion près. Ce va-et-vient entre histoire et mémoire est efficacement servi par la qualité de l'iconographie : documents d'époque, plans des différentes structures de captivité, photographies de localisation font voir l'inscription de la captivité dans le paysage comme dans l'économie villageoise.

Avec le temps des kommandos communaux vient celui de la maximisation des rencontres entre anciens ennemis. Et c'est alors que s'apprécie tout l'apport des témoignages, que ce soient les correspondances entre anciens employeurs français et travailleurs allemands retournés en Allemagne – tels Josef Wecker et Karl Huss qui continuèrent d'écrire jusqu'à la fin des années 1970 – ou les archives orales produites quarante à cinquante ans plus tard. Ce qui apparaît dans les textes comme de froides

administrations, ou comme la « question des PGA », prend une dimension humaine, souvent teintée d'émotion, à l'échelle de ces relations du quotidien. Explicitant les tenants et aboutissants de son « enquête », Guy Reymond dévoile le « bouche-à-oreille mémoriel » qui l'amène à rencontrer Fritz Osswald, un ancien captif devenu mineur et, par ce truchement, à aborder les prisonniers affectés dans le bassin de Manosque. Ce faisant, l'ouvrage rappelle que la mémoire de cette captivité, dans les vallées des Basses-Alpes – mais cela vaudrait pour beaucoup d'autres territoires français – n'appartient sans doute plus à une *histoire du temps présent* mais demeure une mémoire vivante.

On peut toutefois se demander si la forte insistance sur la portée politique de cette captivité dans le rapprochement des peuples n'apparaît pas quelque peu anachronique. Non que certains prisonniers n'aient voulu donner, dès leur captivité, un sens positif à cette expérience contrainte, mais la reprise de la parole – moins des prisonniers eux-mêmes et des protagonistes de la captivité que de leurs enfants, tel le maire de Sigonce racontant au fils d'un ancien prisonnier, venu en 2012 sur les traces de son père, que les Allemands n'étaient pas appelés les « boches », mais par leurs prénoms (p. 219) – aurait gagné à être contextualisée pour historiciser la mémoire de cette captivité : c'est l'étonnement de Guy Reymond et de ses témoins, près de soixante-dix ans après l'événement, quant au traitement des vaincus allemands qui aurait étonné les témoins directs s'ils avaient été interrogés au sortir de la guerre. En cela, l'ouvrage, par sa tonalité, constitue un jalon dans l'évolution de l'image de l'autre et Guy Reymond un « passeur de mémoire ».

Par touches successives, Guy Reymond finit par composer une histoire complète de cette descente au village, abordant des aspects attendus sur les conditions de détention comme moins voyants, telle la pratique culturelle et religieuse. Ainsi, en retraçant la vie de ces détachements de prisonniers, l'auteur rend-il compte du formidable *turn-over* géographique et administratif qu'a été la captivité pour ces vaincus du Reich, passant de mains américaines à mains françaises, d'une région à l'autre dans l'hexagone, de camp urbain en kommando rural à l'échelle des Basses-Alpes, ce qui explique la difficulté, aujourd'hui, de retracer le parcours de ces cohortes anonymes après avoir été un facteur déstabilisant pour les prisonniers. L'attention portée aux lieux permet à Guy Reymond d'exhumer une géographie qui excède bien largement l'Occupation et l'après-guerre pour remonter à l'entre-deux-guerres, avec la construction de barrages sur le Verdon en 1928, voire à l'industrialisation des vallées alpines à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi qu'entre 1944 et 1948, le barrage de Castillon ne fixe pas moins de quatre camps de prisonniers de guerre allemands.

L'auteur replace ainsi l'histoire éphémère de la captivité dans une histoire plus longue d'aménagement du territoire et insère cette histoire militaire dans une histoire des migrations économiques. Sans malheureusement l'explicitier, l'ouvrage suggère ainsi une voie pour comprendre pourquoi cette présence allemande semble avoir si aisément été acceptée : la mobilisation de cette main-d'œuvre captive dépolitise la présence allemande à mesure où s'affirme son potentiel économique. Le « boche » est progressivement perçu comme un collègue, un camarade, un syndiqué qui, solidaire, cotise pour soutenir des grévistes français.

Toutefois, si, avec la patiente recherche de Guy Reymond, les prisonniers sont descendus au village, on pourra regretter que l'historiographie la plus récente soit convoquée sous forme de vagues renvois sans être véritablement exploitée. Précisément car cette histoire locale aurait considérablement gagné à tenter l'inscription de logiques étudiées à l'échelle d'un département, dans des dynamiques qui leur donne sens car définies à l'échelle nationale. Le propos historiographique de l'ouvrage – la captivité, loin d'avoir été cette période du temps suspendu, peut

être lue comme une formidable expérience transformatrice – peine alors à véritablement offrir les éléments de compréhension et d'analyse des phénomènes décrits, que ce soit la gestion particulière des prisonniers affectés au déminage ou aux mines, l'influence des autorités américaines sur cette captivité locale, ou l'ampleur des évasions.

Cela devient réellement problématique dans la présentation de l'utilisation « du jour au lendemain » (p. 28) de ces prisonniers en main-d'œuvre captive, alors que l'un des défis pour les autorités publiques fut justement de faire employer un vaincu par des particuliers plus que réticents à avoir un « boche » à la ferme. 1945 ne fut pas « la banalisation de l'emploi des prisonniers » (p. 35), mais au contraire l'année de tous les défis, celle du plus grand nombre de prisonniers en mains françaises et du plus petit nombre d'employeurs (privés). Le « prêt aux agriculteurs va être généralisé à tous les secteurs de l'économie », avance l'auteur (p. 42). Or, c'est l'inverse qui s'est produit : les employeurs publics furent d'abord pourvus avant d'encourager les civils à se manifester. Et les difficultés de naître quand il s'agit d'adapter une réglementation pensée pour les camps militaires à des structures dominées par la rentabilité économique. Les études sur la captivité, désormais plus nombreuses, invitent à sortir de l'échelle locale pour mieux y revenir. Les rapports de visite du Comité international de la Croix-Rouge auraient alors peut-être été consultés...

L'ouvrage nourrit enfin une réflexion sur la temporalité : quand s'arrête la guerre ? Quand commence la paix pour ces prisonniers comme pour ces sociétés qui les utilisent ? Sans traiter la question, Guy Reymond apporte des éléments de réponse par son intérêt pour les artefacts et leur histoire, notamment pour ces nombreuses baraques des kommandos, qu'elles aient été abandonnées, rachetées, démontées pour se retrouver, par exemple, à l'orphelinat Saint-Martin, jusqu'à leur démolition début 1993. Ce que l'auteur appelle des « vestiges », qu'il traque par ses photographies de ruines, sont devenus invisibles pour les visiteurs d'aujourd'hui, car ils n'ont plus d'actualité.

Une même lecture peut être effectuée, en pointillé, pour la question du gardiennage, qui pose problème en termes d'hommes (combien sont nécessaires ?), de statut (faut-il confier les prisonniers à des résistants ou bien à l'armée ?) et de discipline (quel est le seuil de la juste sévérité ?). Et les témoignages convoqués de dire la dureté de la situation au sortir de la guerre, l'urgence des défis à relever et la marge de manœuvre laissée aux acteurs locaux, au maire de Digne comme au commandant du dépôt n° 157.

Néanmoins, la contextualisation ne revient pas sur le paradoxe de cette captivité de guerre en temps de paix. L'auteur eût pu aisément utiliser les travaux qui, depuis les années 2000, s'intéressent aux déprises de guerre comme à des dynamiques non linéaires et asynchrones, riches en bouleversements et redéfinitions de normes. C'est alors qu'il aurait pu replacer le témoignage de Jean Vidal, qui s'élève contre les violences commises par les populations locales contre les prisonniers lors de leur arrivée. Cela l'aurait amené à remonter en amont pour intégrer l'héritage de la Résistance qu'évoque brièvement Jean-Marie Guillon dans sa postface, et oser proposer une chronologie de sortie de guerre spécifique aux Basses-Alpes.

L'ouvrage montre avec force combien la captivité est une histoire double – des vaincus et des vainqueurs – mais les lectures multiples ne se rejoignent pas nécessairement pour dresser un *dispositif* de la captivité dans les Basses-Alpes.

**Fabien THÉOFILAKIS**

## ESPAGNE, SYRIE : DEUX GUERRES CIVILES

**Phryné PIGENET**, *Catalans malgré tout. L'exil catalan en France au XX<sup>e</sup> siècle : histoire et mémoire*, Toulouse, Éditions Trabucaire, 2017, 288 p.

Dans cet ouvrage conséquent, Phryné Pigenet apporte une pierre importante à l'étude des migrations d'exil dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle. Revenir sur les circonstances bien connues de la Retirada qui, dans l'hiver 1939, vit affluer en France près d'un demi-million d'Espagnols en France – le plus important flux migratoire jamais connu alors – pourrait paraître une gageure. Phryné Pigenet relève cependant le défi avec brio et clarté, en situant cet événement central dans l'histoire longue des migrations ibériques. À travers le cas des Catalans, l'auteure ne cherche pas à démontrer coûte que coûte la singularité de cette population, mais interroge ses liens avec le reste de l'immigration espagnole, non seulement en France mais aussi en Amérique latine. *In fine*, ce cas permet de dessiner avec finesse les évolutions des sociétés de départ et d'accueil.

Le livre est logiquement structuré en chapitres chronologiques : le tableau de l'immigration populaire et républicaine avant 1939 est bienvenu, tant le rôle de ces immigrés de longue date est déterminant dans l'organisation de l'accueil des nouveaux venus. Cette époque dessine aussi les contours d'une identité d'exil profondément ancrée dans le républicanisme, mais aussi dans la revendication d'une singularité culturelle : « Là se creusent les fondations de la solidarité déployée, pendant la guerre civile, par les associations d'immigrés, au nom du destin lié de la République et de la Catalogne » (p. 27). Les chapitres suivants reprennent et complètent utilement nos connaissances sur la vague migratoire de 1936-1939. Les premières vagues touchent des victimes de la répression républicaine, tandis que s'organise une solidarité multiforme des organisations françaises. Rapidement, l'immigration fait majoritairement corps avec la cause républicaine. L'auteur souligne les contradictions des uns et des autres : l'embarras des autorités françaises qui caressent des projets annexionnistes (!), une détérioration rapide des relations entre les autorités espagnoles en exil et leur équivalent catalan : les organisations se déchirent ; les dirigeants, comme Lluís Companys, sont discrédités.

L'immigration de 1939 enraine durablement un traumatisme que les exilés ont d'immenses difficultés à surmonter. Ce naufrage collectif d'une ampleur extraordinaire est accusé par l'éloignement définitif de toute reconquête de l'Espagne après 1945 en vue de réinstaurer la démocratie. Pour autant, l'horizon d'attente des exilés demeure encore longtemps un retour hypothétique dans une Catalogne républicaine. Les Catalans ne connaissent pas ici un sort différent des autres Espagnols, non seulement parce que les solidarités partisans jouent à fond, mais aussi à cause de l'indifférence des autorités françaises pour les différences régionales. Phryné Pigenet nous conduit habilement à travers le labyrinthe des aides et des assistances aux réfugiés, où les ONG mais aussi les institutions espagnoles en exil jouent un rôle important. Les pages consacrées à la forte détérioration de la situation des réfugiés à partir de 1940 sont particulièrement éclairantes : le maquis des décrets d'avant-guerre, la politique de Vichy et de l'occupant sont ici détaillés, donnant lieu parfois à de curieux renversements : ainsi, l'occupant allemand a pu protéger des travailleurs forcés du mur de l'Atlantique contre la répression brouillonne de l'État français !

Le chapitre consacré à la mémoire et aux identités partagées des exilés revient sur la constitution d'une mémoire traumatique, légitimée par une partie de l'opinion

publique française. La participation précoce des Espagnols à la Résistance permet d'intégrer, par éclipse, la mémoire collective française. Les « Rouges » se retrouvent alors dans le camp des vainqueurs, une position qui compense l'humiliation de la défaite de 1939. Rapidement cependant, ces résistants de la première heure deviennent encombrants, notamment après l'échec de l'expédition armée dans le Val d'Aran.

Dès lors, les réfugiés n'ont d'autres choix que de s'insérer dans le pays d'accueil. Les conditions de cette intégration sont dictées par les statuts : l'inscription consulaire (espagnole) vécue comme une trahison, l'obtention d'un statut de réfugié qui ne garantit en rien celle d'un permis de travail, la naturalisation sont chaque fois vécus comme des choix difficiles. L'insertion se paye d'un inexorable déclin social que les réfugiés mettent des années à compenser. Encore faut-il noter des différences entre le Sud-Ouest toulousain, plus populaire, et la région parisienne, qui attire depuis longtemps les classes moyennes et intellectuelles. Il faut attendre la deuxième génération pour que l'insertion soit totale, grâce notamment aux parcours scolaires dans un contexte d'ascension sociale généralisé de la population française. Là, le contact entre les exilés politiques des années 1930 et l'immigration de nature économique des années 1950-1960 n'est pas des plus aisés.

L'ouvrage ne pouvait se terminer sans explorer plus en détail la dimension politique de l'exil républicain, notamment catalan, dans le contexte de l'après-guerre, faisant de la France le « foyer principal de l'anti-franquisme » (p. 155). Malgré leurs divergences, les partis catalans partagent un même sentiment d'appartenir à un ensemble culturel spécifique, sans jamais couper les ponts avec leurs homologues espagnols. Mais rien ne semble enrayer un déclin alimenté par les divisions internes, un dialogue difficile avec les résistants demeurés en Espagne et l'indifférence, voire la méfiance des autorités françaises dans un contexte de guerre froide renforcé. L'épuisement et l'émiettement des noyaux militants sont précipités par le rétrécissement des cercles sympathisants, qui amoindrit considérablement les ressources financières des uns et des autres. Sans doute l'action menée par les associations liées à l'ambassade d'Espagne à Paris a-t-elle également joué. C'est pourquoi le « rebond des années 1960 », inattendu, paraît d'autant plus remarquable.

La permanence des cercles de sociabilité de l'exil a joué dans le renouveau d'une militance au contenu plus culturel, où la défense de la singularité catalane devient fer de lance de la lutte contre la dictature. La capacité à capter de nouveaux migrants, l'accueil et la formation des militants de l'intérieur, l'homogénéité que confère une identité victimaire et traumatique – les commémorations jouent ici un rôle essentiel – sont à l'origine de ce nouvel élan. Les dernières pages consacrées à la formation de la culture diasporique catalane éclairent d'un jour nouveau le tournant culturel de la fin des années 1960, également perceptible outre-Pyrénées. Certes, ces cercles culturels n'échappent pas à une nostalgie passiste qui les désigne en héritiers jaloux d'une culture de plus en plus dépassée. Toutefois, de jeunes générations font leur place et ouvrent les anciennes institutions aux nouveautés culturelles : sans être créateurs d'une culture originale, ces cercles de l'exil se font malgré tout l'écho d'une résistance culturelle dont le noyau se situe désormais dans la péninsule.

L'étude s'appuie sur une étude archivistique très notable et le plus souvent inédite. Elle se fonde sur un appareil critique conséquent et s'empare de notions qui situent le cas des exilés catalans dans des problématiques générales. Il est cependant inévitable que ce type de synthèse souffre de quelques faiblesses : ainsi, il aurait été utile de préciser ce qu'on entend par « Catalan » dans les différentes statistiques en usage. La naissance et la résidence sont des critères utiles concernant la première génération, mais inopérants pour l'étude des générations suivantes. À cet égard, le titre – sans doute choisi par l'éditeur – ne fait pas justice au contenu de l'ouvrage,

car il suggère une sorte de permanence de l'identité catalane dans l'adversité, là où l'auteur a soin de souligner au contraire le jeu d'incessantes recompositions. Une autre limite concerne l'aspect proprement mémoriel du sujet : outre que la méthodologie n'est guère explicitée (notamment l'usage des questionnaires montrés en annexe et la nature des échantillons retenus), l'auteure ne fait pas mention d'études anthropologiques utiles pour comprendre la lente construction d'une identité traumatique mais aussi victimaire chez les enfants et petits-enfants des républicains espagnols : citons la thèse remarquable de Federica Luzi, par exemple. Ces travaux abonderaient dans le sens de Phryné Pigenet en montrant combien le contexte culturel français est des plus prégnants sur les jeunes générations, en lien avec une construction mythique de l'Espagne le plus souvent sans rapport avec le pays réel.

Au total, on retiendra que l'ouvrage de Phryné Pigenet permet de saisir remarquablement les lumières et les ombres de cette culture d'exil qui, après 1975, favorisera « la réhabilitation de la mémoire catalane et républicaine de la première génération des exilés », de part et d'autre des Pyrénées. Ce livre sera une référence obligée pour tous les historiens de l'Espagne, mais aussi pour les spécialistes des mouvements migratoires dans l'Europe de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

**Stéphane MICHONNEAU**

**Adam BACZKO, Gilles DORRONSORO et Arthur QUESNAY, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 416 p.**

Comment peut-on comprendre une guerre civile ? Voici la question à laquelle tentent de répondre des chercheurs en science politique, à partir de l'étude d'un certain nombre de cas contemporains. L'ambition de ce projet doit être énoncée en premier lieu pour donner au livre dont nous rendons compte ici sa place dans la recherche contemporaine sur le Moyen-Orient, mais aussi, plus largement, sa place dans les efforts de compréhension et de théorisation du nouveau désordre global.

Les auteurs proposent ici, non pas un exposé des attendus théoriques de leur réflexion sur la guerre civile, engagée désormais dans le cadre d'un contrat de recherche ERC porté par l'un d'entre eux (« Social Dynamics of Civil Wars »), mais bien un cas pratique, dont ils se proposent de faire l'anatomie.

Ce cas est celui de la Syrie. D'emblée, il apparaît que se saisir d'une guerre en cours pour en faire l'anatomie est un paradoxe. Car on ne découpe que les corps morts, au repos, et il semble à première vue que le corps de la Syrie en guerre n'est pas encore tout à fait assez exténué pour être examiné dans le détail. Mais ce paradoxe n'est pas une critique de l'approche ici proposée. Car c'est bien par l'observation de la crise en cours que naissent l'interrogation théorique et la volonté de comprendre ce qui est à l'œuvre. Cette observation est faite par trois auteurs qui arrivent sur un nouveau « terrain », riches d'autres expériences et d'autres observations de théâtres de guerres civiles, parfois proches (Kurdistan, Irak), parfois plus lointains (Libye, Afghanistan, Congo). Par le comparatisme (implicite, les autres terrains ne sont pas systématiquement convoqués à l'appui de la démonstration), l'idée est de « porter une attention aux processus sociaux pour éviter les apories d'une approche étiologique ».

L'anatomie signifie alors le fait de reconnaître les traces d'un mal sur un corps (social). L'approche sociologique se fonde ici sur l'hypothèse centrale selon laquelle la guerre, et avant elle la révolution, opère une transformation radicale du capital social des individus, que ce soit sous la forme d'une perte ou d'un gain (voir notamment p. 278). À la suite d'autres chercheurs, comme Sébastien Chauvin, les auteurs réinterprètent la notion de capital social à l'aune de situations de crise. Cela passe nécessairement par une enquête, ici minutieusement décrite et menée, et par une généalogie, qui permet de retracer un parcours : comment en est-on arrivé là ?

L'hypothèse théorique est forte, et il faut laisser à ce programme le temps de se déployer pour affûter tous ses outils et apporter une contribution à la compréhension des guerres civiles.

Restons-en donc au cas qui nous est présenté ici. À la suite d'une brève introduction consacrée à situer l'enquête, le livre est construit autour de trois parties qui sont ordonnées chronologiquement en « phases » de la révolution syrienne (protestations ; passage à la lutte armée/guerre civile ; fragmentation de l'insurrection) et d'une quatrième partie qui explore autour de trois thèmes (capital social, économie de guerre, hiérarchies communautaires) les mutations de la société syrienne induites par la guerre civile.

Commentons d'emblée l'usage qui est fait ici de l'histoire – ou tout au moins de la chronologie – pour caractériser des phases de ce que l'on considère d'emblée comme un conflit. Point n'est besoin peut-être de rappeler combien ce qui se joue en 2011 dans les rues de Syrie n'est pas réductible au déroulé d'un conflit. Ici, l'exposé des phases de la révolution se calque sur l'exposé des phases d'un conflit comme on pourrait le faire dans un manuel d'histoire un peu classique. Si l'approche des auteurs, comme ils l'affirment, consiste à combattre un certain positivisme, ce souci ne concerne probablement pas l'approche historique, réduite à servir de « cadre » ou de décor. Ainsi peut-on lire une description du « dérèglement de la violence » de la part du régime qui fait face à une forme d'aveuglement des révolutionnaires, où les deux protagonistes (le régime/les révolutionnaires) sont déjà considérés comme là, face à face, déjà dans la guerre. Il est alors logique d'en conclure que les uns sont mieux préparés que les autres.

Néanmoins, par son souci de suivre pas à pas l'évolution du conflit, cette restitution chronologique a pour grand mérite de montrer la construction réciproque des principaux acteurs, comme la construction de « l'ennemi sunnite ». Elle a aussi le souci de montrer l'interpénétration entre le régime et les réseaux mafieux, les marchés parallèles. Ici, les causalités énoncées ne sont pas toujours très convaincantes. Ainsi les auteurs nous disent-ils (p. 101) que le gouvernement fait appel à des milices locales pour pallier le manque de troupes dans la province de Latakia. L'utilisation des milices dans les conflits locaux n'est pas une nouveauté pour le régime syrien : une autre guerre civile voisine en a été l'illustration et quelques historiens ont montré comment fonctionne ce clientélisme à l'intérieur et hors du système d'État dans la région (James Gelvin, Nadine Méouchy ou Michael Gilsean l'ont montré dans les années 1990).

À l'inverse, d'autres causalités ne semblent pas apparaître de manière claire dans les liens entre les deux belligérants et trouver leur place dans l'argumentation, alors qu'on sait qu'elles sont centrales. Il s'agit notamment de la conscription, évoquée de manière un peu incidente p. 109.

L'impression est forte que la reconstitution scientifique induit une certaine forme de positivisme a posteriori, sans laisser la place au vide, à l'incertitude et aux potentialités.

Au-delà de cette critique « disciplinaire », l'ouvrage propose une lecture par le territoire qui est très convaincante, mais on souhaiterait la voir nourrie par un appareil cartographique, ce qui la rendrait certainement plus facile à suivre pour un lecteur peu familier de la Syrie (p. 117). On aurait ainsi parfois besoin d'un peu plus d'informations spatiales ou chiffrées, même si l'on comprend que ces données ne soient pas toujours faciles à obtenir (comment évaluer les désertions, par exemple ?). Dans ce contexte, on peut s'interroger sur l'usage des sources. L'ouvrage est fondé sur une certaine forme de sérieux de l'enquête de terrain, voire de culte du terrain. Il part du principe, discutable, qu'il faut aller sur place pour comprendre. D'autres chercheuses et chercheurs (comme Leila Vignal, par exemple) font le choix de travailler

autrement, d'aborder la question syrienne par ses frontières ou en confrontant différents types de documentations.

Cette approche par le terrain n'est évidemment pas naïve. Les chercheurs partent avec leurs expériences préalables, et aussi une assomption, récurrente, sur le fait que l'islam serait devenu le langage de la protestation (p. 220 ou encore p. 339). Un autre constat est celui par lequel ils opposent des « protestataires », qui seraient des élites urbaines éduquées, et les « rebelles », qui seraient des soldats moins instruits (p. 127). Pourtant, ils ne répondent pas vraiment à la question de savoir quelle lecture du social cet usage du politique induit. Cela signifie-t-il simplement qu'ils tiennent pour naturel une lecture confessionnelle – voire ethno-confessionnelle – de la société, la protestation politique, au sens où elle subsumerait dans des revendications démocratiques et émancipatrices la société dans son ensemble (« le peuple syrien est un », scandaient les manifestants) – étant le fait d'une seule minorité urbaine ? Ou bien suggèrent-ils qu'il y a un continuum entre protestataires et rebelles, et dans ce cas, sur quoi se fonde-t-il ?

Cette difficulté d'ordre analytique bute sur un point important. La recherche menée se fonde en grande partie sur des entretiens et des observations. Elle est par ailleurs complétée par des sources dont la critique n'est pas faite, notamment des rapports qui sont élaborés et construits en se fondant sur d'autres prémices et avec d'autres visées. Ainsi en est-il par exemple de l'interprétation du rôle des forces extérieures au conflit (p. 186 sur les Saoudiens). L'usage de ces sources n'est pas problématique en soi, mais il serait intéressant de les voir manipulées avec la même prudence et la même attention que celles mises à approfondir la compréhension du terrain.

Malgré toutes les questions ici soulevées (ou bien plutôt à cause d'elles), cet ouvrage est une étape importante pour réfléchir sur les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre dans la région. Les auteurs ont ici véritablement jeté un pavé dans la mare, ouvrant vers un travail sur la position du chercheur en sciences sociales, sur la question de la documentation et de l'archive, sur l'effort de nommer et de désigner une situation, donc de la penser et de la comprendre. Cette conversation est ainsi certainement amenée à se poursuivre.

Leyla DAKHLI

## POLLUTIONS INDUSTRIELLES, CRISE ENVIRONNEMENTALE ET MOBILISATIONS SOCIALES

**Gérard CHASTAGNARET, *De fumées et de sang. Pollution minière et massacre de masse, Andalousie, XIX<sup>e</sup> siècle, Madrid, Casa de Velázquez, 2017, 424 p.***

« Je n'aurai jamais dû écrire ce livre », prévient Gérard Chastagnaret en ouverture du prologue de ce livre touffu et essentiel. Historien de l'économie et spécialiste reconnu de l'histoire minière de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur n'a été orienté vers l'écriture de cet ouvrage que de façon fortuite, à l'occasion d'un colloque sur les pollutions industrielles dans le monde méditerranéen tenu à l'Université d'Aix-Marseille en 2013. Sans avoir porté jusqu'à présent une attention particulière ni à l'histoire du mouvement ouvrier, ni aux contestations environnementales des



activités extractives, il s'attaque de front, à la fin de sa carrière universitaire, à ces deux thèmes. Le parcours est révélateur d'autres historiens économistes, des techniques, du monde rural ou de l'urbain, qui revisitent depuis quelques années l'historiographie ancienne ou leurs propres travaux à l'aune des impacts environnementaux de l'évolution des activités humaines. L'histoire des pollutions minières du sud de l'Andalousie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est à la fois documentée, mais peu connue du grand public et, hormis une monographie locale, il n'existait pas d'étude qui en fasse le centre de l'analyse. Très bon connaisseur du terrain et des archives, l'auteur reprend ses dossiers et y ajoute une nouvelle moisson de documents jusqu'alors inédits, ce qui lui permet d'apporter des éléments d'enquête très précis.

Résumons tout d'abord les faits autour desquels s'articule l'analyse. Le 4 février 1888, une manifestation pacifiste populaire et ouvrière de plus de 10 000 personnes se rassemble devant la mairie du village Rio Tinto, petite bourgade minière de 5 à 6 000 habitants dans le sud de l'Andalousie, pour protester contre les pollutions à grande échelle des compagnies minières. Les militaires sont dépêchés par les autorités, et tirent sur la foule, tuant plusieurs dizaines de personnes, sans doute autour de 200, ce qui en fait l'un des massacres de répression des forces de l'ordre parmi les plus importants du XIX<sup>e</sup> siècle. Les 350 pages du livre déroulent les différents actes du drame, surtout sur les années cruciales, 1886-1888, jusqu'à la cristallisation et la tension ultime de l'après-midi du 4 février, mais en donnant également une place à la restitution du contexte minier de la région de Huelva.

La force de l'ouvrage – une immersion extrêmement documentée dans l'affaire au niveau local et à Madrid – est aussi sa faiblesse. Si le terrain espagnol est très finement restitué, notamment celui des factions politiques qui s'affrontent, entre libéralisme et conservatisme au niveau national, comme celui du caciquisme, des communautés rurales traditionnelles et des migrations au niveau local, le tableau peine à y inclure le contexte international. Ainsi, le marché du cuivre est évoqué, mais sans mentionner le déclin des filons britanniques de Cornouailles ou du Pays de Galles et la quête de nouvelles mines dans le monde par des ingénieurs britanniques impérialistes en mal de souterrains fertiles sur leur territoire national, mais disposant du savoir technique et des capitaux ; le tout dans une période de forte demande en cuivre, avec les débuts de la filière électrique. L'évocation de l'histoire effrénée des barons des compagnies minières du second XIX<sup>e</sup> siècle aurait également permis de développer davantage l'idée d'une périphérie extractive aux allures coloniales dans une région très rurale et sous-développée d'Europe, zone sacrifiée à l'utilité publique. Dans le domaine des pollutions de l'affinage du cuivre, quelques lacunes apparaissent. D'une part, le cadrage global des régulations des pollutions industrielles au XIX<sup>e</sup> siècle en Espagne ou ailleurs en Europe aurait été utile, même si le cas de Rio Tinto est bien particulier. D'autre part, durant ces mêmes années, des conflits similaires et d'importance comparable se déroulent ailleurs dans le monde, en premier lieu dans les mines de cuivre d'Ashio au Japon – il n'en est jamais question. Enfin, les considérations techniques sur l'affinage du cuivre sont expliquées, mais elles disparaissent de l'analyse lors des années paroxystiques, or elles semblent être au cœur de l'agenda des compagnies. Aussi faut-il lire cet ouvrage, non comme une analyse globale, mais comme une contribution micro-historique érudite et vivante, décortiquant les rapports de force locaux et l'enchaînement des événements, une position d'ailleurs revendiquée par l'auteur.

Depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la région, riche en cuivre, est le site d'une extraction minière prise en main par la Couronne. Pendant un siècle, l'exploitation est plus ou moins désordonnée, et emploie des masses rurales, des va-nu-pieds andalous, qui creusent et affinent les roches pyriteuses dans des conditions déplorable. Les mines vivent au gré de l'affairisme et de la corruption, dans un contexte de

libéralisme d'État et de tentatives de modernisation. À partir de 1858, les pyrites sont calcinées à l'air libre pendant plusieurs mois dans des tas de minerais de 200 tonnes, les *telearas*. Les dégâts environnementaux sont lourds : outre une très forte déforestation, les vapeurs sulfureuses dévastent les campagnes alentour sur plusieurs kilomètres, l'eau des rivières et des nappes phréatiques est acidifiée, la santé humaine est sévèrement affectée. Dans les années 1860, tout le district (plusieurs dizaines de villages) est miné, essentiellement par des compagnies étrangères. En 1873, les mines royales du village de Rio Tinto sont vendues au groupe Quentell, Taylor, Doetsch, Matheson and Co, point d'orgue de l'assujettissement des ressources nationales au grand capitalisme étranger, au point que l'Espagne doit désormais importer le cuivre extrait sur son territoire, mais dont les dernières opérations d'affinage ont lieu au Royaume-Uni ! Renommée Rio Tinto, du nom du village éponyme, la compagnie minière concourt avec d'autres, notamment Tharsis, au boom de la production qui passe de 900 tonnes de cuivre en 1873 à 4 000 tonnes en 1878. Alors, plusieurs centaines de *telearas* brûlent continuellement en même temps : les pollutions locales sont devenues régionales, sur plus de 2 000 km<sup>2</sup>. En dix ans, la région a basculé d'une économie agraire et protominière en une zone minière qui a détruit l'économie rurale et déclassé la population agricole. Le bouleversement est à la fois environnemental et socio-économique. Outre la dévastation de l'agriculture, l'activité minière reconfigure l'équilibre social de la région, puisque près de la moitié de la population est maintenant constituée d'ouvriers mineurs, majoritairement issus de l'immigration des régions rurales pauvres de l'Espagne et du Portugal. L'agitation couve plusieurs années, et éclate en 1886 dans un bras de fer qui devient une affaire d'État.

L'affaire Rio Tinto est un cas d'école pour l'étude des conflits environnementaux. Elle permet de décapier le vernis des discours officiels sur la réalité des pollutions, la prise en compte de la santé publique et le décompte des morts. L'analyse fait apparaître des réalités bien dissimulées, notamment la protection institutionnelle des techniques polluantes, la compromission des instances d'évaluation ou de décision, la collusion des autorités pour empêcher la manifestation de la vérité, l'indifférence à l'égard des populations rurales. Elle met également en lumière le rapport de force qui s'instaure pendant dix ans entre, d'une part, des municipalités, excédées par les dégradations environnementales, le déclin de l'agriculture et la brutale transformation sociale, et qui recourent aux armes du droit, d'autre part, des compagnies minières sans scrupule qui trouvent dans les relais publics nationaux (ministres, gouverneurs, armée, chambres de commerce, Académie de médecine) des alliés de poids. Le conflit peut être vu comme l'imposition d'un ordre économique par l'État central indifférent au déclassement et au sacrifice d'une région rurale. Il peut aussi s'analyser comme l'une des manifestations du capitalisme international féroce qui se déploie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les compagnies parviennent à infiltrer l'appareil d'État, entre corruption et influence plus discrète, avec l'appui de l'ambassade britannique, et désamorcent les oppositions locales par des politiques d'indemnisation et de rachat des terres, qui permettent de contourner les recours judiciaires à visée pénale. Lorsque, après la fusillade du 4 février 1888, les Chambres législatives votent finalement l'interdiction des calcinations dans un délai de deux ans, les compagnies parviennent à contourner la loi et à détricoter ses dispositions par des recours au Conseil d'État qui la suspend le temps que les compagnies aient adapté leurs techniques d'affinage – cela prendra encore près de vingt ans pour l'entreprise principale, Rio Tinto. Cet ouvrage magistral par les éléments d'enquête discutés se termine par une réflexion sur la mémoire occultée de l'événement. Pas assez révolutionnaire pour les anarchistes et socialistes espagnols et européens, trop rural et enclavé, composé d'immigrés invisibles et sans relais, son écho n'a pas la

force de la fusillade de Chicago (1886) ou de Fourmies (1891). Sa mémoire ressurgit aujourd'hui, disputée par deux mouvements concurrents, le patrimoine industriel d'une part, l'écologie d'autre part. Cet ouvrage en sera sans conteste l'une des pièces maîtresses.

Thomas LE ROUX

**Judith RAINHORN, *Blanc de plomb. Histoire d'un poison légal*, Paris, Presses de Science Po, « Académique », 2019, 372 p.**

Comment, en d'autres mots, une société en vient-elle à admettre, parfois même à encourager, l'intoxication généralisée de certains environnements et des corps de celles et ceux, nombreux, à y être confrontés ? Le livre de Judith Rainhorn apporte à cette question une réponse historique, remarquablement précise et documentée, en retraçant l'histoire, essentiellement en France, de la céruse, autrement appelée blanc de plomb : un pigment blanc servant à la confection de peinture. Pour ce faire, l'historienne mobilise un vaste corpus de sources hétérogènes – archives d'industries, archives parlementaires, ministérielles, presses ouvrières, revues et monographies savantes et institutionnelles, etc. – pour saisir l'enchevêtrement des discours, des dispositifs institutionnels et des pratiques qui ont permis à ce poison, plus d'un siècle durant, d'être largement produit et utilisé à l'échelle industrielle.

Cet ouvrage vient ainsi utilement rejoindre et compléter une bibliographie désormais conséquente d'enquêtes historiques, sociologiques et anthropologiques documentant la manière dont nos sociétés ont, littéralement, en encadrant la production et les usages d'une multitude de substances industrielles, pavé la route d'une intoxication généralisée de nos milieux de vie. L'auteure nous le rappelle, il n'y a « pas un aspect de la vie quotidienne qui n'échappe désormais à cette myriade de poisons, cancérigènes ou perturbateurs endocriniens suspectés ou avérés. Chacun le sait et, pourtant, y consent » (p. 5). Un problème se pose dès lors : comment se fabrique un tel « consentement à l'empoisonnement ordinaire » ? (p. 5).

L'ouvrage dépeint, en sept chapitres, l'histoire industrielle de ce poison, allant de l'invention des procédés industriels de sa production (chap. 1) à sa prohibition, relative, en France d'abord au début du XX<sup>e</sup> siècle (chap. 5 et 6), puis à l'échelle internationale au début des années 1920 (chap. 7), en passant par la constitution de savoirs médicaux et hygiénistes appréhendant les effets sanitaires de cette substance (chap. 2), ainsi que par l'invention d'un substitut à la céruse, le blanc de zinc, qui a bien failli jeter cette dernière aux oubliettes (chap. 3). Loin de répondre à la linéarité supposée d'un progrès des connaissances et des conditions sanitaires, cette histoire est faite d'alternance de périodes de reconnaissance des ravages engendrés par le poison, et d'autres, caractérisées par un mutisme et une opacité des discours relatifs à ces derniers (chap. 4).

La production industrielle du blanc de plomb débute à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, par l'invention du « procédé hollandais ». Très rapidement, la céruse devient « le pigment de choix pour la peinture en bâtiment » (p. 23). La France en est une grande consommatrice, elle en importe de grandes quantités de Hollande et de Grande-Bretagne. La situation politique – révolution et guerres napoléoniennes – détermine la nécessité d'en développer une industrie à l'échelle nationale. L'État industrialiste, entouré « d'une sphère savante au service du politique » (p. 19), encourage l'invention de procédés susceptibles d'y répondre. Un procédé français est inventé, le « procédé de Clichy », du nom de la manufacture qui en assure la production. Dans la foulée, un autre pôle de production se constitue, à Lille, qui deviendra la capitale de la céruse : au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les trois quarts de la production nationale y sont produites. L'auteure évoque la brutalité du déclenchement de l'épidémie lié à

l'apparition de ce secteur industriel. Les symptômes relevés sur les ouvriers malades ne laissent aucun doute sur la nocivité du poison :

[Les] gencives [de l'ouvrier] et ses dents se recouvrent d'une couche bleuâtre [...] ; son teint devient jaune, terreux ; tout son corps s'amaigrit. [...] L'infortuné sera pris de colique [...], caractéristique surtout par l'atrocité de la douleur, l'insomnie, la constipation [...]. Enfin ce sera la paralysie [...]. Ajoutons [...] le délire, l'aliénation mentale, les convulsions, les accidents épileptiques, le coma [...], la mort, souvent inévitable<sup>15</sup>.

Ainsi, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les savoirs médicaux progressivement dessinent les contours de la pathologie et stabilisent l'entité nosographique du saturnisme. Première chose remarquable, le blanc de plomb n'est pas devenu, par la force d'inertie des pratiques, « indispensable » avant que sa toxicité ne soit avérée. Au contraire, au moment où se stabilisait un savoir médical relatif à ses conséquences sanitaires dramatiques, des acteurs politiques et économiques fabriquaient les contours de son marché et de son expansion. Mais comment ont-ils pu passer outre la reconnaissance médicale des dangers avérés du poison ?

C'est ici qu'il convient, pour reprendre les termes de l'auteure, de rendre compte des « grammaires de l'opacité » (chap. 4) et, plus généralement, des logiques et des ressorts de l'acclimatation à ce poison. Il s'y agit moins de nier les dangers avérés du poison que de chercher ailleurs que dans sa production de masse et ses usages toujours plus étendus les raisons de l'intoxication qu'il engendre. Cette acclimatation repose sur l'articulation de plusieurs phénomènes et opérations mobilisant « un entrelacs d'éléments politiques, sociaux, économiques, intellectuels et épistémologiques » (p. 121). D'abord, il faut rappeler le cadre législatif encadrant le développement industriel : la loi des mines de mars 1810 et le décret de 1810 sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux. Des travaux récents ont démontré comment ce cadre, loin de protéger des nuisances industrielles, limitait drastiquement les moyens de s'en plaindre et de s'y opposer. En sus, rappelle l'auteure, « le décret de 1810 a relégué la question de la santé ouvrière dans les bas-fonds des préoccupations et de l'action publiques en l'excluant en pratique du champ de ses responsabilités » (p. 55).

Il y a ensuite, dans les discours hygiénistes et celui des entrepreneurs de la céruse, une manière de hiérarchiser les usines et de valoriser celles où, moins qu'ailleurs, l'on constate les conséquences délétères de sa production. Ainsi, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les entrepreneurs lillois mettent en avant les conditions de salubrité de leurs usines, bien meilleures, selon eux, que celles de l'usine de Clichy, parfois décrite comme un véritable mouvoir. Argument répété comme une antienne tout au long du second XIX<sup>e</sup> siècle par les hygiénistes, qui innocentent « le procédé chimique et industriel [...], établissant comme critère de dangerosité les pratiques locales mises en œuvre par des entrepreneurs inégalement rigoureux » (p. 142). S'y ajoute, comme pour fonder cette hiérarchie, une série de préconisations : ventilation des ateliers, rotation des ouvriers de leur poste de travail, port d'habits, de gants et de masques de protection, lavage des mains avant les repas et à la fin du travail, etc. (p. 134). Ces dernières, faisant écho à cette conviction que le progrès industriel « est capable de résoudre les problèmes inédits qu'il fait naître » (p. 45), sont pétries d'un optimisme technologique : l'invention de nouveaux procédés de fabrication devant diminuer l'exposition des ouvriers.

15. G. A. RICHELLOT, *De la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb dans l'industrie et les arts*, Paris, Typographie Félix Malteste et Cie, 1852, p. 5-6. Cité par l'auteure, p. 44.

À la moindre rigueur de certains entrepreneurs, il faut ajouter l'inconséquence, « l'obstination et l'insouciance [des] ouvriers qui se refusent à employer les moyens nécessaires pour conserver leur santé » (p. 62), plus généralement leurs comportements et leurs mœurs, leurs « habitudes d'imprévoyance, d'ivrognerie, de débauches<sup>16</sup> ». Ces discours prennent d'autant mieux que la symptomatologie hétérogène du saturnisme permet de confondre les diagnostics attribuant à l'alcool, par exemple, les conséquences neurologiques du poison plombifère (p. 157-158). Ainsi, les savoirs hygiénistes participent d'une « production d'ignorance ». À ces récriminations des comportements ouvriers s'ajoutent, tout au long du second XIX<sup>e</sup> siècle, une disparition de la problématique dans la littérature hygiéniste (p. 149), l'absence ou la non-prise en compte d'instruments statistiques et épidémiologiques permettant de mesurer l'importance de l'intoxication, le « confinement [des problématiques sanitaires] dans des espaces sociaux restreints et marginaux qui entravent la circulation des discours qui lui sont liés » (p. 121), le doute, entretenu par les industriels, aussi bien sur les prétendus méfaits du poison que sur la prétendue innocuité du blanc de zinc, substitut possible du blanc de plomb.

Enfin, on peut ajouter à cette liste succincte des logiques de l'acclimatation des pratiques de gestion et de gouvernement de la main-d'œuvre : les usines à céruse embauchant préférentiellement une main-d'œuvre étrangère, moins organisée et plus vulnérable.

C'est dans une configuration sociale singulière – caractérisée par le retour d'une intervention des savants dans la cité, la construction d'une politique sociale au sommet de l'État, un intérêt de la presse pour la cause saturnine, la mobilisation d'un corps de métier organisé, les peintres, des alertes portées par la science démographique – que la prohibition relative de la substance prendra forme de loi (loi du 20 juillet 1909). Ceci ne viendra cependant pas mettre un terme à cette histoire. Son interdiction se restreint à certaines pratiques, connaît nombre d'aménagements et, surtout, ces usages passés continuent, comme le rappelle l'auteure dans son épilogue, d'intoxiquer nos corps et nos environnements contemporains.

Judith Rainhorn conclut son ouvrage en rappelant l'utilité de la discipline historique pour « lutter contre l'obscurcissement de la réalité historique, en matière de connaissance passée de la toxicité des produits utilisés pendant des décennies ». Et plutôt que de nourrir un « optimisme fondé sur la publicisation croissante des questions sanitaires et environnementales qui fabriquerait des êtres informés et combattifs dans un monde toxique, [elle en appelle à prendre la mesure des] tentatives effrénées de domestication de l'incertitude et du risque qui caractérisent les sociétés politiques contemporaines [afin] d'aiguiser notre regard et accroître notre vigilance » (p. 344).

Alexis ZIMMER

16. L.-R. VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, Édition d'histoire sociale, 1840, p. 209. Cité par l'auteure, p. 70.

**Julien MARÉCHAL**, *La guerre aux cheminées. Pollutions, peurs et conflits autour de la grande industrie chimique (Belgique, 1810-1880)*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2016, 554 p.

**Arnaud PÉTERS**, *La Vieille-Montagne (1806-1873). Innovations et mutations dans l'industrie du zinc*, Liège, Les éditions de la province de Liège, 2016, 622 p. Préface de Christophe Bissery.

**Alexis ZIMMER**, *Brouillards toxiques. Vallée de la Meuse, 1930, contre-enquête*, Bruxelles, Zones sensibles, 2016, 272 p.

Simultanément, ces trois ouvrages, issus de travaux de doctorat, témoignent de la vigueur actuelle de l'histoire environnementale en Belgique. Dans un développement parallèle à celui rencontré en France, un groupe d'historiens, en partie rassemblés dans le réseau HEnRi (Histoire environnementale – Réseau interdisciplinaire) piloté par Isabelle Parmentier de l'Université de Namur, renouvelle l'histoire économique et sociale et l'histoire des techniques depuis une dizaine d'années. Grâce à leurs énergiques recherches, il n'est plus possible d'entrevoir l'histoire industrielle européenne seulement comme une épopée heureuse. Une mise à distance rendue nécessaire par la contamination du monde permet de mesurer combien les nuisances et pollutions sont depuis longtemps une variable de l'équation industrielle, avec des considérations qui dépassent la seule technique pour se déployer dans les sphères juridique, sociale, médicale et scientifique, enfin environnementale.

Ces trois ouvrages excellents et très documentés – les fonds d'archives mobilisés sont remarquables et pour la plupart inédits – recourent un grand nombre de problématiques communes et peuvent se lire ensemble pour appréhender avec précision les enjeux du choc industriel des années 1800 jusqu'aux années 1930, soit un panorama circonstancié sur les impacts de la technique et de l'industrialisation sur l'environnement (et, disons-le d'emblée, son altération), d'autant plus que leurs conclusions convergent. Ils possèdent également des spécificités, chacun une vie propre et singulière, qui les font apprécier pour eux-mêmes. Julien Maréchal concentre son analyse sur l'industrie chimique, essentiellement sur celle de la soude caustique produite selon le procédé Leblanc, dans une séquence historique d'un bon demi-siècle, depuis son introduction en 1822 à Bruxelles jusqu'à sa disparition et son remplacement progressif par le procédé Solvay dans les années 1870. Rappelons que cette production était sans aucun doute la plus polluante du siècle, avec ses rejets considérables d'acide chlorhydrique dans l'atmosphère. Au-delà de l'important travail empirique sur la connaissance de ce secteur industriel, l'auteur nous entraîne vers des thèmes plus vastes : les régulations, judiciaires et administratives, l'expertise, scientifique et profane, la technique comme outil ambivalent de lutte contre les nuisances, enfin les dynamiques sociales à l'œuvre dans la définition et l'accommodement aux pollutions. Arnaud Péters traite, quant à lui, de l'industrie belge du zinc, de loin la première au monde au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment à travers la multinationale La Vieille-Montagne ; son intérêt porte essentiellement sur le processus de l'innovation, habile réflexion sur la politique des brevets et l'expérimentation empirique au sein des usines. Près d'un tiers des brevets touchent aux techniques de réduction des pollutions, une autre partie concerne le blanc de zinc, concurrent contesté de la mortifère céruse (ou blanc de plomb) : l'auteur montre que les impacts de l'industrie sur les hommes et l'environnement sont tôt entrevus et concourent à une réflexion sur le changement technique et les modes de production. Enfin, Alexis Zimmer adopte une démarche toute différente puisque, à partir de la catastrophe sanitaire du « brouillard de la Meuse » en 1930 (une pollution atmosphérique mortelle provenant du « couloir du zinc » de la vallée), il déploie une réflexion sur le

rapport séculaire de la science et de la médecine avec le monde industriel. La forme de son essai, qui peut dérouter par le bousculement du récit diachronique, aide aussi à mettre en perspective les deux autres ouvrages qui ont fait le choix d'une narration plus classique.

Un des apports de ces ouvrages est de rappeler que le choc industriel du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas seulement touché la France, la Grande-Bretagne, ou encore l'Allemagne : il se déploie selon une logique à la fois infra- et transnationale à l'échelle des bassins, des vallées et de pôles urbains dont les logiques empruntent moins au récit national qu'aux dynamiques de l'investissement capitaliste, ce dernier s'ancrant dans les bassins de main-d'œuvre, les compétences techniques, les réseaux de l'encouragement industriel et banquier, les opportunités locales, si diverses, enfin les réseaux de transport, sans cesse restructurés par l'avènement du chemin de fer. Outre Bruxelles et Gand, les vallées belges de la Sambre et de la Meuse, en Wallonie, sont alors des lieux essentiels d'une industrialisation non réduite au machinisme, au textile et à la métallurgie, mais qui témoigne du rôle essentiel du secteur chimique. La verrerie et le zinc, dont l'expansion est phénoménale après 1840, sont les piliers de ce développement qui requiert avec avidité les deux ingrédients que les industriels s'attachent à produire localement : la soude et l'acide sulfurique. Caustiques ou décapantes, les émanations qui résultent de ces productions agressent autant la nature environnante que les imaginaires sociaux ; pourtant, et malgré un accroissement des nuisances autour des sites de production, parfois jusqu'à plus de dix kilomètres – c'est toute la vallée de la Meuse qui est asphyxiée par les fumées en 1930 et par plusieurs autres épisodes lors des décennies précédentes –, l'industrie poursuit sa marche et franchit les obstacles des plaintes de voisinage, des résistances juridiques, des confrontations politiques. Les trois ouvrages démontrent que, dans l'affrontement des légitimités et des idéologies concurrentes, le paradigme techno-industrialiste triomphe des « guerres » aux cheminées.

Il est maintenant acquis qu'au niveau local les mouvements d'opposition aux implantations d'usines ont été très nombreux partout où l'industrie s'est établie en Europe et aux États-Unis au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et que la « prise de conscience » environnementale des années 1970 n'est qu'une réactivation sous d'autres formes de contestations nées de la transformation industrielle du monde. Ces ouvrages confirment cette percée historiographique en l'étayant de nombreux exemples et surtout en en donnant diverses clés de lectures. Une première entrée est celle de l'avènement du conflit environnemental. Le processus est récurrent : alors que les élites scientifiques, industrielles et politiques entrevoient l'établissement d'usines comme un progrès pour la prospérité du pays, les riverains le ressentent comme une perturbation de leur cadre de vie antérieur. Il suffit que les retombées bénéficient peu à la localité pour qu'enfle une contestation qui redouble en cas de nuisance. Cette effervescence retombe ensuite avec la génération suivante, qui apprend à vivre avec. Julien Maréchal offre un cas particulièrement éclairant de ce processus avec le conflit qui dure des années 1845 à 1855 contre les fabriques chimiques des vallées wallonnes. La virulence de la contestation s'explique non seulement par les effets délétères des vapeurs acides, mais aussi par la déstructuration de la société causée par le capital industriel, à l'heure où les récoltes de pommes de terre pâtiennent d'une maladie du tubercule attribuée par certains aux émanations des soudières. On peut ainsi interpréter la guerre aux cheminées comme un conflit social qui oppose la rente foncière et la rente industrielle, ou qui met en scène le déclin de l'ancienne aristocratie terrienne face à la puissance de la bourgeoisie capitaliste.

Si le cadre social a pu amplifier ou cristalliser les contestations, les trois auteurs montrent bien comment la victoire de l'argumentation industrialiste aboutit à une naturalisation des pollutions. Étrangère et extérieure, nouveauté abrupte au monde

sensible des économies agraires ou urbaines avant l'érection des usines, la pollution finit par s'acclimater. Passé les effusions et les réactions, le déni se consolide en mode de raisonnement alliant le chantage à l'emploi ou l'idéologie du progrès. Passé le temps de l'incubation, on souffre en silence, les corps s'adaptent, le peuple s'habitue, les voisins s'accoutument. Le monde industriel et ses fléaux sont devenus le monde social et ses artefacts. En particulier, Alexis Zimmer s'attache à concevoir ce processus de naturalisation, non seulement à travers l'accident de 1930, mais tout au long de la chaîne qui commence aux premières implantations d'usines dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Il rend compte de l'incapacité théorique et pratique des experts et de la communauté scientifique à enrayer la dégradation continue de la situation sanitaire, car la plupart ont intégré les logiques industrielles à leur raisonnement. Les cas du zinc et de la soude, décortiqués par A. Péters et J. Maréchal, sont comme des pièces à l'appui de la démonstration. Ils montrent par exemple qu'aux années de contestations les plus conflictuelles correspondent des entreprises éditoriales de grande envergure et soutenues par les milieux gouvernementaux et industriels, telles que *La Belgique industrielle* au début des années 1850.

La fracture touche aussi l'expertise, qui s'avère le pivot des modes de résolution des conflits, quels qu'en soient les lieux, les secteurs ou les époques. Car les processus de production se complexifient et les savoirs chimiques devenant hermétiques aux institutions de la régulation, les scientifiques sont de plus en plus appelés à se prononcer, ce qui creuse le fossé entre les savoirs empiriques des paysans et les discours scientifiques. Toujours dans ces années 1845-1855 narrées par J. Maréchal, les voisins demandent régulièrement la fermeture des usines chimiques, et les rapports d'expertise n'échouent aucun aspect de la question. Mais, alors que les rapports médicaux, rédigés par des médecins néo-hippocratiques connaissant bien le milieu local, constatent l'influence néfaste des fabriques sur la végétation et la santé humaine, ceux rédigés par les scientifiques venus de lieux de notabilité nationale, commandités par l'administration ou les industriels, rendent des conclusions opposées, plaçant l'expérimentation en laboratoire et l'analyse chimique au centre de leur démarche. Pour eux, les données manquent pour établir les preuves et qualifier les effets sanitaires des vapeurs. Il s'ensuit, comme le souligne A. Zimmer, que la science produit aussi de l'ignorance, un savoir dont le but est, en mettant en doute les causalités, de neutraliser les critiques. L'expertise scientifique et l'économie politique s'avèrent fortement imbriquées dans une volonté commune de rendre inéluctable l'industrie.

Ce caractère inéluctable se pare également d'arguments techniques, au moins à deux niveaux. Le premier est celui qui peut être compris comme une forme de dépendance au sentier (*path dependence*), théorie selon laquelle des particularités historiques, justifiées à une époque mais qui ont cessé d'être optimales ou rationnelles, peuvent perdurer parce que les changer impliquerait un coût ou un effort trop élevé à un moment, alors que ce changement pourrait être payant à long terme. En l'occurrence, la lecture d'A. Zimmer montre la forte dépendance au sentier du charbon et de ses technologies associées. Bien que les effets délétères des fumées du charbon aient été constatés, le système technique, et sa trajectoire thermo-dynamique, n'est plus modifiable, sauf à la marge. Autrement dit, l'inertie technique permet de comprendre les formes de perdurance des pollutions. Or, et c'est le deuxième niveau de l'argumentation techniciste, c'est justement l'amélioration technique qui est privilégiée comme mode de résolution des pollutions. A. Péters analyse finement comment la technique est devenue un gage de dépollution pour l'avenir, du fait de son perfectionnement ou de la substitution d'un procédé à un autre, ce que l'innovation rend possible. L'innovation est alors un outil efficace pour désamorcer la remise en cause d'établissements polluants car les promesses techniques sont prises



au sérieux par les autorités et les industriels, persuadés que l'addition des perfectionnements locaux et sectoriels aboutira à une amélioration générale – un processus bien sûr démenti par les faits, dans une récurrence éloquent.

Finalement, les trois auteurs s'accordent pour parler d'un arbitrage des autorités de régulation en faveur de l'industrialisme qui, lorsqu'il n'est pas clairement affiché, prend les chemins détournés des connivences construites et entretenues par les trajectoires professionnelles, les biographies personnelles, les rencontres informelles entre le personnel des administrations et les milieux industriels, cultivant une sorte de réflexe d'exclusion ou d'atténuation des problèmes liés aux émanations de l'industrie. Cette régulation se construit au niveau des instruments par une gestion administrative des responsabilités publiques, reléguant la justice pénale aux marges, bien qu'elle ne soit jamais complètement démunie, et laissant à la justice civile (indemnisations) et aux négociations de gré à gré (arrangements privés et notariés, achat de propriétés) une part essentielle de résolution des conflits au niveau local, au bénéfice des industriels qui ont les moyens de financer les aléas environnementaux de leur activité, selon le principe formalisé au XX<sup>e</sup> siècle comme celui du pollueur payeur. Les ouvrages dévoilent ainsi comment la responsabilité des dégâts environnementaux et de santé publique s'est bâtie sur l'impunité des industriels : un enseignement capital qui éclaire notre crise écologique contemporaine.

Thomas LE ROUX

**Pierre LAMARD et Nicolas STOSKOPF (dir.), *La transition énergétique, un concept historique ?*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, 320 p.**

Cet ouvrage collectif est issu des « VI<sup>e</sup> journées d'histoire industrielle » organisées par le Cresat (Centre de recherches sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques) de l'Université de Haute-Alsace en 2014. Cette équipe d'accueil interroge depuis plus de dix ans les relations de l'industrie avec la société dans le cadre d'enjeux contemporains (patrimoine, communication, société et environnement), ce qui permet de réactiver le champ de l'histoire des entreprises, de l'industrie et plus largement de l'histoire économique. Pour ce volume, les organisateurs se sont attelés à interroger la question énergétique du point de vue des entreprises et des acteurs de la vie économique – État et collectivités territoriales inclus. Une table ronde, ouverte aux entrepreneurs, et très en phase avec des préoccupations du présent, clôt l'ouvrage et indique le dialogue établi avec le monde économique qui a en main les transformations des modes de production. Quoique annoncé sous forme interrogative, le concept de « transition énergétique » est facilement mobilisable par les historiens puisqu'il s'agit de caractériser des phases de mutation. Mais, comme le soulignent Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf en introduction, il faut se défier des effets de mode et d'un mot valide, celui de transition, qui est repris, après celui de développement durable, par des acteurs publics avec des effets de langage et de communication. Notons ici que le ministère de l'Environnement, après plusieurs appellations, est devenu récemment le ministère de la Transition écologique.

Au-delà de cet emploi à des fins politiques de communication, le mot « transition » est l'objet de débats chez les historiens. Il est en effet clair qu'aucune source d'énergie n'a pleinement détrôné une autre d'un point de vue historique ; ainsi, la révolution industrielle, souvent présentée comme la période de l'avènement du charbon, est autant liée à l'intensification et la progression d'autres sources d'énergie (hydraulique, éolien, biomasse, musculaire) qu'à l'emploi des énergies fossiles, au point que l'on peut parler d'additions énergétiques successives plutôt que de

substitutions<sup>17</sup>. De nos jours encore, le charbon continue de progresser en tonnage au niveau mondial. Dans cet ouvrage, les transitions sont donc définies comme la mise en valeur de nouvelles hiérarchies dans le « mix énergétique » qui induisent des mutations systémiques de l'appareil de production industrielle, ou encore l'apparition de nouveaux convertisseurs énergétiques, comme l'électricité, qui réactive l'emploi d'énergies primaires déjà mobilisées auparavant. L'enjeu climatique contemporain motive fortement les attendus des contributions. Il faut se réjouir que l'énergie, après avoir été un parent pauvre de la réflexion historique souvent cantonnée à l'histoire des techniques, soit abordée pour éclairer des mutations profondes des sociétés. Le moment est propice : l'histoire environnementale, qui tisse des liens entre plusieurs champs historiographiques, encourage de telles démarches. Néanmoins, les apports de celle-ci sont peu mobilisés dans les contributions de ce volume. Il n'est par exemple jamais fait mention du colloque du Ruche (Réseau universitaire des chercheurs en histoire environnementale) tenu en 2016 sur le thème des transitions énergétiques : il faudra se reporter à la publication de ce colloque pour avoir un panorama beaucoup plus approfondi et exhaustif sur les recherches en histoire de l'énergie<sup>18</sup>. D'autres enjeux sont peu présents, tels que celui des énergies alternatives<sup>19</sup>, des comptabilités et quantifications énergétiques sur le long terme<sup>20</sup>, ou encore les débats sur le rôle de systèmes énergétiques dans les relations sociales et les rapports de pouvoir<sup>21</sup>. Si cela est regrettable, l'ouvrage apporte bien entendu des éléments intéressants qu'il faut considérer comme des études au prisme d'une histoire industrielle et des acteurs du monde économique.

Avec un tel thème, le risque du grand écart pointe. Les modes d'exposition peuvent procéder soit du récit englobant, appuyé sur une documentation de seconde main, qui présente des grands mouvements et des tendances lourdes propres à caractériser une mutation ou une transition, soit une recherche empirique ancrée sur un terrain, une période et un secteur limités, mais sans établir les comparaisons et hiérarchies systémiques qui permettent de penser la transition. De fait, hormis la contribution de Pierre Fluck sur les continuités de l'énergie hydraulique de l'époque romaine à nos jours, les autres se rattachent au second cas, avec des focales plus ou moins étendues ou restreintes. Comme le suggère l'introduction générale, il s'agit principalement de rassembler les éclairages singuliers présentés à ces journées : aux lecteurs de tenter de rassembler le tout dans un cadre plus général ! Cela est d'autant plus compliqué qu'un certain nombre d'articles ne s'interrogent en fait pas sur la transition énergétique mais davantage sur le cadre institutionnel (ainsi sur la difficile naissance de la Compagnie nationale du Rhône avant 1933) ou sectoriel (ainsi sur la classification de la qualité du charbon au XX<sup>e</sup> siècle).

Un ensemble de contributions s'interroge sur les trajectoires énergétiques non advenues en étudiant les inerties, les difficultés et les freins de l'émergence de nouveaux convertisseurs énergétiques, et finalement, pour certains d'entre eux, leurs échecs. C'est le cas notamment de l'alcool et du gazogène comme essence pour les premières voitures, un cas présenté par Camille Molles, ou encore du projet d'îles industrielles récupérant l'énergie des fonds marins, au large de Nantes (1926-1933) étudié par Anaël Marrec. Dans les deux cas, les difficultés techniques et les questions

17. J.-B. FRESSOZ, « Pour une histoire désorientée de l'énergie », *Entropia*, n° 15, 2013, p. 173-187.

18. C.-F. MATHIS et G. MASSARD-GUILBAUD (dir.), *Sous le soleil. Systèmes et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.

19. F. JARRIGE et A. VRIGNON, *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.

20. A. KANDER, P. MALANIMA et P. WARDE, *Power to the People. Energy in Europe Over the Last Five Centuries*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2013.

21. T. MITCHELL, *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*, Londres, Verso, 2011.

de coûts sont déterminantes. C'est également le cas de la voiture électrique, dont Jean-Louis Loubet nous rappelle qu'elle est contemporaine de la naissance de l'automobile et a toujours été utilisée pour des usages particuliers en milieu urbain (ainsi pour certaines livraisons, qui nécessitent des arrêts fréquents des véhicules), mais qu'elle a toujours eu pour défauts un coût élevé et surtout un manque de puissance et d'autonomie. L'électricité comme convertisseur d'énergies primaires est d'ailleurs au cœur de la plupart des contributions. Elle réactive avec succès d'anciennes sources d'énergie, en premier lieu l'hydraulique, comme le montrent les « fleurons » français des Trente Glorieuses, à savoir l'équipement du Rhône ou de la Rance (usine marémotrice unique au monde), ou encore l'exemple suisse étudié par Serge Paquier : l'équipement actuel de barrages résulte de l'électrification du pays et de l'installation des réseaux après 1890, pour s'arrêter en 1950 avec l'avènement des centrales nucléaires. Ces dernières sont l'objet de deux contributions (Yves Bouvier, Jean Belot) centrées sur les discours et les politiques de développement des années 1940 et 1950. L'électrification redonne également une seconde vie au vent, par exemple au Danemark entre 1910 et 1950, période durant laquelle ce sont les moulins à vent, appelés du nom de leur concepteur, « Le Cour », qui ont contribué, explique Philippe Bruyère, à l'électrification des zones rurales du pays, à l'exclusion de toutes les autres sources, de façon décentralisée et avec de multiples remaniements, reconceptions, réinterprétations dans les contextes humains les plus variés rencontrés tout au long de son cycle de vie. Ce mouvement d'électrification rurale, qui est à rapprocher de celui des coopératives, des écoles populaires et du socialisme municipal, disparaît cependant après 1950 avec l'unification nationale du réseau et le raccordement au courant alternatif. Ce cas spécifique d'un rôle important de l'éolien durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle n'éclipse pas l'importance toujours réelle du charbon à de multiples échelles et emplois : il résiste à la substitution par le pétrole dans la marine britannique (Aymen Boughanmi) et est un support évident à l'électrification du bassin minier liégeois (Arnaud Péters et Olivier Defêchereux), tandis que le déclin de son extraction en France après 1950 ne peut cacher son succès actuel, ce que nous rappelle Jean-Louis Escudier. Dans les années 2010, la Chine extrait plus de trois milliards de tonnes par an, soit davantage que l'extraction cumulée de la France durant les 270 ans d'exploitation industrielle. Ce dernier chiffre, ainsi que les analyses historiques contenues dans ce volume, nous permettent de nous prémunir de tout enthousiasme vis-à-vis de l'emploi de l'expression « transition énergétique » par les politiques publiques contemporaines. Les historiens nous montrent que ce concept ne peut être envisagé que de façon systémique, et que le regard rétrospectif engage un regard forcément critique.

Thomas LE ROUX

## SOCIO-HISTOIRE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

**Laura HOBSON FAURE, *Un « plan Marshall juif ». La présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954*, Paris, Le Manuscrit, « Penser la solidarité, hier et aujourd'hui », 2018, 406 p. [1<sup>re</sup> édition : Armand Colin, 2013].**

Les juifs américains jouèrent un rôle majeur dans la renaissance de la vie juive en France après la Shoah. Par leurs subventions massives aux œuvres sociales juives

françaises, ils leur permirent de développer les services indispensables aux rescapés qui, pour avoir survécu, ne s'en trouvaient pas moins démunis, perdus, sans famille. Mais les dollars américains (près de 30 millions entre 1944 et 1954) n'allaient pas sans conditions et ils n'étaient pas seuls à traverser l'Atlantique. En envoyant des délégués en France, les organisations philanthropiques juives américaines y exportèrent aussi une partie de leurs structures, de leurs méthodes de travail et de leur conception de ce que devait être la communauté juive française. Il en résulta des relations ambivalentes entre leaders juifs français et américains, faites de solidarité et de reconnaissance mais aussi d'incompréhensions, de rancœur et de tensions.

C'est ce qu'établit de manière précise et fouillée l'historienne Laura Hobson Faure, professeure à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, dans cette réédition de l'ouvrage tiré de sa thèse de doctorat. En s'intéressant aux hiérarchies entre donateur et receveur et en interrogeant la dimension impérialiste de l'aide juive américaine, elle contribue certes à l'histoire juive mais aussi à celle de l'aide humanitaire et au débat sur l'américanisation de la France après 1945. Elle s'appuie pour cela sur les archives de nombreuses organisations en France et aux États-Unis, sans se contenter de celles de la principale et plus riche d'entre elles, l'American Joint Distribution Committee (communément appelée le *Joint*). L'autrice a aussi mené une cinquantaine d'entretiens oraux avec d'anciens responsables communautaires. C'est ce qui lui permet de développer une approche relationnelle attentive aux interactions non seulement entre organisations, mais aussi entre individus, faites certes de rapports de force mais aussi d'amitié.

L'ouvrage est divisé en six parties organisées de façon chronologique au début, puis thématique. La première partie revient sur la période 1914-1944. Elle présente les organisations d'aide juives américaines et françaises en signalant le renversement graduel du rapport de force entre elles : si les juifs français continuent dans les années 1930 à se considérer comme des philanthropes internationaux, venant en aide aux réfugiés d'Europe de l'Est, ils ont de plus en plus besoin pour cela des fonds du *Joint* américain. C'est à cette époque que ce dernier commence à influencer la vie juive française, en conditionnant ses subventions à une plus grande ouverture des juifs français envers leurs coreligionnaires immigrés.

La deuxième partie analyse l'aide juive américaine dans l'immédiat après-guerre, avant le retour sur le continent des professionnels de la philanthropie. Elle met ainsi en lumière le rôle des aumôniers militaires juifs américains accompagnant l'armée de libération dès l'été 1944. En effet, alors que le *Joint* est en pleine négociation diplomatique pour se réinstaller en France, les militaires américains juifs prennent sur eux, de façon souvent individuelle et spontanée, de retrouver puis de secourir les survivants de la Shoah. Ils utilisent le système postal militaire pour demander à leur communauté, leur famille et leurs amis aux États-Unis de leur envoyer des colis de nourriture, de vêtements et de chaussures, voire détournent les denrées destinées au ravitaillement de l'armée américaine (p. 103). Au Mans, ils lèvent des fonds parmi les troupes d'occupation pour financer un foyer pour orphelins. Partout, les aumôniers militaires américains relancent la vie religieuse juive. Dans une étude centrée sur la ville de Reims et fondée sur des entretiens avec des familles juives françaises, Laura Hobson Faure insiste sur la « simplicité des échanges entre individus » (p. 174) et l'égalité de cette rencontre franco-américaine, car si les juifs de Reims ont besoin de l'aide matérielle fournie par les soldats américains, sur le plan symbolique, ils ont l'hospitalité et une place dans la société juive rémoise à leur offrir en retour. En résultent des amitiés solides et durables.

La troisième partie décrit le retour en France du *Joint* en 1945. Ce retour est ardemment désiré en France, mais il ne se fait pas sans heurts. Laura Hobson Faure insiste sur les incompréhensions entre un « personnel américain du *Joint* arrivé

en France avec [d]es critères d'efficacité et de professionnalisme » (p. 150) et des employés français trop affaiblis et affamés pour travailler avec la diligence souhaitée, jugés qui plus est insuffisamment qualifiés et trop divisés par les querelles politiques entre sionistes, communistes, bundistes, etc., pour atteindre les normes américaines d'un travail social neutre, centralisé et rationalisé. Dès le mois de mars 1945, le *Joint* impose donc la fusion des principales œuvres juives françaises dans le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (Cojasor), qu'il subventionne à 85 % pendant ses trois premières années d'existence, tout en continuant à financer les autres organismes juifs français.

La quatrième partie poursuit l'histoire du *Joint* en France dans les années 1946-1954, alors qu'à l'aide d'urgence succède un programme d'autonomisation à long terme de la vie juive française. En effet, suivant en cela les préceptes généraux de la philanthropie américaine, le but du *Joint* est de rendre les organisations françaises autonomes et autosuffisantes. Mais, pour cela, il faut qu'elles s'américanisent. C'est pourquoi Laura Margolis, directrice du bureau du *Joint* pour la France de 1943 à 1953, développe une attitude encore plus directive avec les organisations françaises, contrôlant leurs dépenses comme leurs actions. Surtout, Laura Margolis promeut l'exportation en France de l'United Jewish Appeal, l'organisme de collecte et de distribution des fonds mis en place par les juifs américains en 1939, dont le transfert réussi permet la création du Fonds social juif unifié (FSJU) en 1949. Les œuvres juives françaises n'importent d'ailleurs pas qu'une structure américaine ; elles adoptent aussi le vocabulaire et la pensée qui vont avec, notamment celle de la « communauté ». C'est à cette époque seulement que ce terme commence à désigner tous les juifs de France et à inclure tous les aspects socioculturels de la vie juive, alors que jusque-là il est utilisé en France dans un sens religieux et au pluriel, renvoyant aux membres de chaque synagogue. Pour autant, ce transfert n'est possible que parce qu'il répond à un besoin français : en s'unissant pour collecter plus d'argent, les dirigeants juifs français veulent aussi faire contrepoids au *Joint* et se libérer du contrôle de plus en plus pesant que ce dernier exerce sur eux. Et, de fait, à partir de 1953, le *Joint* estime pouvoir commencer à transférer ses services au FSJU et retirer son personnel de France.

La cinquième partie porte sur la même période, mais s'intéresse aux organisations juives américaines autres que le *Joint* et dont l'action en France est plus ouvertement politique, comme le Jewish Labor Committee, issu des mondes ouvriers et syndicaux américains. Ainsi, la présence juive américaine est plus diverse et plus politisée qu'on pourrait le croire. L'aide de ces autres organisations, quoique moins massive, offre en outre un levier de négociation aux œuvres françaises, qui font jouer la concurrence avec le *Joint* pour obtenir à la fois plus de fonds et plus d'autonomie vis-à-vis de ce dernier. Cette partie analyse également l'action en France de l'American Jewish Committee, qui cherche, lui aussi, à y exporter ses structures, ses méthodes et ses concepts, notamment celui de « défense » contre l'antisémitisme (p. 251). Mais ce transfert-là n'aboutit pas, faute sans doute de fonds suffisants pour convaincre les leaders juifs français de l'opportunité d'une organisation unique et spécialisée dans la lutte contre l'antisémitisme en France.

La sixième et dernière partie analyse une expérience particulière de transfert des États-Unis vers la France : celle de l'École de travail social Paul-Bauerwald, opérationnelle entre 1949 et 1953. Elle revient sur le regard négatif porté par les professionnels américains arrivés en France armés de leur *Master's of Social Work* sur les employés des œuvres sociales françaises. L'objectif de l'École Paul-Bauerwald, fondée par le *Joint*, est dès lors de former une élite professionnelle juive européenne selon un cursus américain, enseigné par des professeurs américains. Si le *Joint* décide de fermer l'école en 1953, son influence perdue, non seulement parce que plusieurs

de ses enseignants restent en France et continuent à former les employés des œuvres sociales juives françaises à leurs méthodes, mais aussi parce que cette École participe alors d'un mouvement plus large de professionnalisation du métier d'assistante sociale. Au-delà du monde juif, les travailleurs sociaux français s'intéressent donc de près aux méthodes américaines, comme le *casework*, le suivi social individualisé, que l'École Paul-Bauerwald contribue à diffuser en France.

Si l'ouvrage est très précis sur l'action du *Joint* et de nombreuses autres organisations américaines en France, ainsi que sur leurs relations avec leurs partenaires français, on se perd parfois dans les acronymes et dans des chapitres un peu descriptifs. Ce n'est finalement pas dans l'analyse de la cartographie organisationnelle et politique des mondes juifs et américains que le propos a le plus de souffle. Il est plus inspiré et très habilement mené lorsqu'il s'appuie sur le paradigme des transferts culturels de Michel Espagne et Michael Werner pour examiner la circulation transatlantique des structures, des modèles et des concepts, ainsi que les rapports de force qui les sous-tendent. Laura Hobson Faure est aussi particulièrement à l'aise lorsqu'elle délaisse l'histoire des organisations pour observer à la loupe les interactions interindividuelles et les expériences subjectives, qu'il s'agisse de la douzaine de personnalités juives françaises et américaines dont elle suit la trace et les évolutions au fil du livre, ou de la partie sur les aumôniers militaires juifs, à la fois originale et un peu décalée dans l'économie générale de l'ouvrage, mais qui annonce la suite des travaux de Laura Hobson Faure, désormais centrés sur l'analyse historique des expériences subjectives.

Célia KEREN

**Nathalie BERNY, *Défendre la cause de l'environnement. Une approche organisationnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Res Publica », 2019, 298 p. Préface d'Olivier Borraz.**

Dans cet ouvrage de science politique, Nathalie Berny propose une étude approfondie et dense de la structuration de cinq grandes organisations non gouvernementales environnementales françaises (Les Amis de la terre, France nature environnement (FNE), Greenpeace, la Ligue de protection des oiseaux (LPO) et le WWF France). Organisé en six chapitres thématiques, le livre propose à la fois une étude diachronique de chacune des associations considérées depuis la fin des années 1960, tout en explorant plusieurs phases qui cristallisent des mutations internes, en particulier dans la foulée du « Grenelle de l'environnement » (2007).

Le point de départ de la recherche réside dans une interrogation et une insatisfaction quant à l'hypothèse d'une « convergence des pratiques et des formes organisationnelles » (p. 252) des associations d'environnement. En effet, l'auteure présente cette thèse de la convergence comme « la conception dominante de l'institutionnalisation promue par une partie de la sociologie des mouvements sociaux » (p. 9). En prenant le contre-pied de cette démarche, elle invite à comprendre l'évolution de ces associations en fonction de critères endogènes. Pour cela, Nathalie Berny convoque prioritairement des travaux fondateurs de la sociologie des organisations, dans la foulée des réflexions de Philippe Selznick. Le premier chapitre de l'ouvrage livre ainsi une présentation méthodologique rigoureuse, explicitant les choix opérés. L'institutionnalisation des ONG environnementales proviendrait de l'élaboration et de l'affirmation d'une « compétence distincte », que l'auteure définit comme « l'articulation entre les différentes activités que les organisations construisent au cours de l'action » (p. 10). En utilisant un recueil documentaire sur chaque organisation (incluant des publications externes et des

notes internes), ainsi que quarante-sept entretiens, les chapitres suivants offrent deux apports majeurs aux travaux de socio-histoire des organisations et aux études environnementales.

En premier lieu, l'étude sociologique fine proposée par l'auteure illustre avec force la manière dont les organisations renforcent leurs compétences en se confrontant à des événements contingents comme à des sollicitations externes, à commencer par celles des pouvoirs publics. Le deuxième chapitre de l'ouvrage porte l'attention sur les moments fondateurs des ONG et leurs « expériences critiques », c'est-à-dire les événements ou les conflits au cours desquels les membres d'une association façonnent « des perceptions partagées sur les stratégies à mettre en œuvre pour défendre une cause commune » (p. 82). Ces expériences peuvent recouvrir aussi bien la lutte pour le sauvetage des oiseaux marins lors de la marée noire du Torrey Canyon (1967) pour les bénévoles de la LPO que la participation à la campagne électorale de René Dumont (1974) pour les Amis de la terre. Aussi différentes soient ces expériences, elles marquent l'identité des associations et les savoir-faire légitimes au sein des ONG : depuis l'expertise ornithologique de la LPO jusqu'à la capacité d'orchestrer des actions collectives médiatiques des Amis de la terre.

À l'issue des années 1970, la stabilisation d'une administration publique de l'environnement se réalise en dépit de moyens financiers et humains limités. Ce ministère sollicite alors les associations, qui peuvent représenter des leviers pour la mise en œuvre des politiques publiques. Pour la plupart des associations étudiées, à l'exception notable du WWF, la part des financements publics dans le budget global devient considérable : en 1981, ces subventions représentent six fois le montant des cotisations d'adhérents pour la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, devenue FNE en 1990). Ces financements métamorphosent les organisations : ainsi, la FFSPN se réorganise autour de « contrats d'objectifs » thématiques qui contribuent à répondre de manière plus précise aux attentes administratives. Toutefois, c'est surtout la séquence du « Grenelle de l'environnement » qui fait l'objet d'une analyse minutieuse, éclairant la manière dont les associations développent par exemple des stratégies de communication qui visent autant à faire pression dans les débats qu'à convaincre de nouveaux publics. Cette mobilisation de compétences dans la communication participe à des « réorganisations internes [qui] confirment la reconfiguration des hiérarchies entre savoir-faire » (p. 224). Par exemple, au sein de FNE, les compétences dans le domaine de la communication deviennent une ressource qui concurrence la démarche d'expertise qui était au fondement de l'identité de l'association.

Ces mutations dans la hiérarchie des priorités reflètent une évolution dans les dépositaires de l'animation et de l'orientation des ONG. Le second point fort de l'ouvrage réside ainsi dans l'étude fine de la professionnalisation de ces organisations militantes, ainsi que des conflits qui peuvent survenir entre salariés et bénévoles. La possibilité de recrutement repose notamment sur l'ouverture de dispositifs publics qui facilitent la création de postes, ainsi du développement des subventions aux associations environnementales dans les années 1980 (la LPO passe ainsi de cinq à vingt-cinq salariés en sept ans), ou lors de la mise en place des contrats aidés (« emplois jeunes ») pendant le mandat de la gauche plurielle (entre 1998 et 1999, Greenpeace passe alors de neuf à vingt-sept salariés ; alors que FNE triple ses effectifs entre 1998 et 2002). Ces recrutements transforment les organisations en leur permettant de se spécialiser dans certains domaines. Dans les années 1980, la FFSPN acquiert ainsi une expertise dans le domaine judiciaire, profitant notamment de la professionnalisation de ce domaine. Dans un autre registre, au tournant du siècle, plusieurs associations développent des services « marketing » visant à recruter de nouveaux donateurs, ou encore se dotent de services financiers.

Cette professionnalisation permet de se déprendre des effets d'autorité qui marquaient de jeunes associations dont le fonctionnement reposait sur les ressources de leaders. Pourtant, cette mutation reste conflictuelle au sein des associations car la montée en puissance des salariés alimente le sentiment d'une déposssession pour les bénévoles. L'auteure se montre vigilante à l'égard de ces controverses, en les explorant par un suivi méticuleux des débats qui animent les instances dirigeantes. Elle éclaire les désaccords qui peuvent se manifester, dans la foulée du Grenelle, entre le développement de nouvelles compétences et la réaffirmation des savoir-faire propres à chacune des associations. Sur ce point, l'auteure prend position dans le débat qui traverse ces structures, affirmant que « l'investissement bénévole nuit à terme à la cohérence des positions collectives et conduit à des tensions entre salariés, brouillant les circuits de responsabilité » (p. 247). Elle en conclut toutefois que les réorganisations internes des associations, consécutives à une phase d'intenses sollicitations externes, permettent de réaffirmer l'identité propre de ces organisations et, surtout, de « reconquérir une autonomie » (p. 248).

Si l'étude proposée livre une analyse fine du fonctionnement interne des organisations, les historiens resteront parfois dans l'attente de précisions. Au moins deux enjeux témoignent de l'intérêt de poursuivre la réflexion ouverte par l'ouvrage dans une démarche pluridisciplinaire. En premier lieu, la généalogie de l'environnement proposée par l'auteure se concentre sur deux types de filiations intellectuelles : les acteurs liés au Muséum national d'histoire naturelle, et ceux qui se rattachent aux organisations internationales de protection de la nature (p. 83). La concentration exclusive sur ces lignées conduit ainsi l'ouvrage à suggérer que des relations entre associations environnementales et syndicats seraient une exception (p. 200), sinon une incongruité. Si le choix de se focaliser sur ces deux généalogies peut pleinement se justifier, il gagnerait ainsi à se confronter davantage aux travaux d'histoire environnementale, lesquels soulignent la nécessité de se déprendre d'une définition de l'environnement qui serait exclusivement portée par les classes moyennes ou supérieures en intégrant la pluralité des rapports sociaux aux écosystèmes.

En second lieu, l'enquête présente le défaut de sa qualité, c'est-à-dire que la concentration sur l'étude du fonctionnement interne laisse le sentiment de négliger des déterminants externes. D'une part, la focalisation sur ces ONG environnementales mériterait d'être contextualisée dans la phase d'expansion du phénomène associatif depuis les années 1960, lequel contribuait à l'avènement de ce que Pierre Rosanvallon qualifie d'un « jacobinisme amendé ». La saisie de cette évolution, à la fois politique et administrative, permettrait de mieux comprendre la singularité des associations environnementales. D'autre part, la professionnalisation de ces ONG repose sur des fonds publics : l'auteure le montre avec force, par exemple lorsqu'elle souligne que FNE est « dépendante aux aides publiques » (p. 182). Si les effets de la dépendance sur le fonctionnement interne de l'organisation sont étudiés, le lecteur pourrait s'attendre à être éclairé sur la manière dont ces associations deviennent (ou non) des délégataires de missions « d'intérêt général » ou de « services publics ». Ce décentrage serait aussi nécessaire pour mieux comprendre les formes du travail associatif, lequel repose sur des emplois dont le caractère précaire peut influencer sur le fonctionnement des organisations. Or, il faut attendre la conclusion de l'ouvrage pour que des études de sociologie du travail associatif soient mentionnées (p. 260).

Ces remarques n'entament en rien le grand intérêt de la recherche livrée par Nathalie Berny, laquelle enrichit non seulement les études portant sur les politiques de l'environnement dans la France contemporaine, mais aussi et plus largement la socio-histoire des organisations. Ce livre constitue, en effet, une contribution importante pour la compréhension du fonctionnement interne des associations



d'environnement, devenues des acteurs incontournables dans l'évolution et la mise en œuvre des politiques publiques depuis les années 1970.

**Renaud BÉCOT**

## LYON 1968

**Vincent PORHEL et Jean-Luc de OCHANDIANO (dir.), *Lyon 68. Deux décennies contestataires*, Lyon, Éditions Lieux dits, 2017, 224 p.**

**COLLECTIF DE LA GRANDE CÔTE, *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, « Actions collectives », 2018, 386 p. et XXXIV p. de pl.**

C'est à Lyon, à l'occasion du quarantième anniversaire de 1968, que s'est tenu un colloque qui insistait sur la nécessité de mener une observation fine, au niveau de groupes sociaux ou politiques jusque-là peu explorés et au plus près du terrain, du terroir, des villes, de leurs banlieues<sup>22</sup>. La production éditoriale du cinquantième anniversaire s'est largement inscrite dans cette perspective et s'éloigne d'une vision un temps par trop restreinte<sup>23</sup>, lorsqu'il était question de « mai 68 » et que l'on insistait sur quelques semaines d'agitation au Quartier latin. Les historiens ont, depuis, proposé une approche plus large d'un « moment 1968 » qui s'étend tout au long des « années 1968 ».

Si, de Saint-Nazaire à Besançon, de Marseille à Caen, tous les grands centres urbains ont constitué le théâtre d'un vaste et long mouvement social, Lyon et son agglomération ont tenu une place de choix. Le monde du travail en fut précocement et longuement un acteur très actif et très inventif. En mars 1967, la grève reconductible de trois semaines des ouvriers de la grande usine chimique de Rhodiacéta (dans le faubourg industriel de Vaise), rejoignant le mouvement de l'usine de Besançon, s'est tenue pour des revendications liées au rythme et à une ambiance de travail coercitive ; elle s'est terminée avec des augmentations de salaire. Bien avant les étudiants des quais du Rhône, les jeunes ouvriers lyonnais de la Rhodia ont affronté la police, exaspérés à la mi-décembre 1967 par les provocations d'une direction de combat qui, à l'automne, avait annoncé une « compression de personnel » concernant plusieurs centaines d'ouvriers et n'hésitait pas, à la veille de Noël, à envoyer une lettre de licenciement à une centaine de travailleurs, pour la plupart militants de la CGT. Lors des journées de grève de la Rhodia, devant l'usine, autour de braseros, c'est toute une sociabilité qui s'est nouée lorsque des étudiants et surtout des travailleurs de toute l'agglomération venaient comprendre, discuter, soutenir. Parmi les visiteurs du petit matin de Vaise, des métallos de Berliet-Vénissieux et Saint-Priest, la grande usine de construction automobile emblématique du monde du travail de l'agglomération, firent grève au printemps 1967 contre un patronat de choc qui pratiquait le lock-out et appelait la police. C'est cette même usine de construction de camions que ses ouvriers ont rebaptisée « Liberté », par une anagramme dont l'on retrouve trace dans un dessin paru en 1936. Puis, dans les usines, l'après-Mai ne correspond en rien à une baisse de la conflictualité. La grève des ouvriers de Penarroya-Gerland en 1972

22. B. BENOIT, C. CHEVANDIER, G. MORIN, G. RICHARD et G. VERGNON (dir.), *À chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

23. Voir le dossier de comptes rendus paru dans *Le Mouvement social*, n° 264, 2018, p. 155-165.

(dans la continuité, comme celle de la Rhodia de Vaise cinq ans plus tôt, d'un conflit mené dans un autre site du groupe) est devenue emblématique de l'engagement plus fort des travailleurs immigrés dans les mouvements sociaux, mais aussi du souci de la santé et des conditions de travail.

Mais si les usines et les centres tertiaires (notamment le centre de tri postal de Lyon-gare et celui des chèques postaux où la main-d'œuvre est largement féminine) sont au centre de la contestation, bien d'autres sujets que celui du travail sont remis en cause ces années-là. Les luttes pour l'émancipation des femmes (particulièrement à la CGT et, en un contexte moins conflictuel, à la CFDT), un antimilitarisme où la tradition non violente largement portée par des chrétiens rejoint l'anti-autoritarisme de la jeunesse, les luttes contre le système pénitentiaire (par exemple à l'occasion de la révolte des prisons de Perrache une nuit du printemps 1973, lorsque la police a chargé les Lyonnais venus apporter leur soutien aux révoltés qui étaient montés sur les toits), une mobilisation plus radicale des homosexuels et des lesbiennes qui participent en des cortèges spécifiques à des manifestations du 1<sup>er</sup>-Mai, c'est toute une nébuleuse contestataire qui se déploie à Lyon. L'on y retrouve souvent, comme pour l'animation de librairies et de cinémas militants – dans la continuité de pratiques déjà bien en place –, les mêmes personnes : une part non négligeable est accordée par les auteurs des deux ouvrages au « multimilitantisme », qui est l'objet d'une analyse approfondie. C'est sans doute à l'échelle d'une ville comme Lyon que le phénomène peut être observé avec le plus de pertinence. Paris est trop grand, les militants y sont communément trop spécialisés – avec souvent la dimension nationale qui prévaut – et le contexte des plus petites villes oblige les activistes à s'investir partout. Les luttes de la jeunesse scolarisée, des lycées (le lycée du Parc est rebaptisé « lycée national de la Révolte ») aux collèges d'enseignement technique (comme celui de l'automobile, à Bron), marquent également ces années-là. À l'université, dont les locaux occupés au printemps 1968 furent un des épicycles du mouvement, l'opposition radicale entre la faculté de Droit et la faculté des Lettres, toutes deux alors situées sur la rive droite du Rhône, a déterminé en 1973 une scission entre Lyon 2 et Lyon 3, qui n'a pas recoupé précisément les deux anciennes facultés, mais s'est focalisée sur les différends politiques (en histoire et en philosophie notamment).

Ce sont donc deux livres, sortis des presses en novembre 2017 et janvier 2018, qui retracent en des séries d'articles largement monographiques deux décennies d'une vie politique et sociale intense. Mais les relatives unités de lieu et de temps ne sont pas les seuls points communs de ces deux ouvrages collectifs (sept auteurs pour l'un, et neuf pour l'autre, dont trois qui écrivent dans les deux) publiés par des éditeurs de la région et écrits par des auteurs locaux (universitaires, en histoire et science politique notamment) qui ne cachent pas leur engagement : le « collectif de la Grande Côte », qui a rédigé l'ouvrage des Presses universitaires de Lyon, reprend le nom d'une grande montée de la Croix-Rousse, théâtre des luttes des canuts au siècle précédent et des mobilisations alternatives des années 1970, avant d'être en partie détruite à la fin de la décennie dans le cadre de la rénovation urbaine. *Deux décennies contestataires* est ce que l'on appelle un « beau livre », en grand format et très richement illustré, publié par une maison qui avait édité cinq ans auparavant un surprenant *Prisons de Lyon. Une histoire manifeste* ; mais *Lieux et trajectoires de la contestation* comprend un cahier iconographique de trente-deux pages qui appuie les démonstrations de ses auteurs.

Pour une période relativement récente et pour une histoire sociale et politique, la question des sources se pose. Les témoignages sont précieux et, dans chacun des ouvrages, la liste des personnes remerciées en est un signe. Souvent, les témoins ont mis à la disposition des auteurs leurs propres archives, mais des fonds collectifs et militants ont été mis à profit, notamment le Centre de documentation et de recherche

sur les alternatives sociales (Cedrats) et le Centre de documentation libertaire (CDL) de Lyon. L'importance dans la ville du groupe des Cahiers de Mai a permis d'avoir des textes contemporains fort riches (et les deux ouvrages remercient le sociologue Daniel Colson, auquel on doit de nombreux travaux sur l'anarchisme, un de ses deux principaux animateurs locaux, avec le professeur de lettres Bernard Fromentin – promoteur à la fin des années 1980 de l'édition lyonnaise de *Libération* – qui a versé les archives du groupe – une centaine de cartons – à la BDIC, devenue La contemporaine, de Nanterre), tandis que dans certains cas d'anciens grévistes ont mis en commun leurs souvenirs, que ce soit dans le cadre d'organisations syndicales (notamment les instituts d'histoire sociale de la CGT) ou en rédigeant eux-mêmes un petit livre comme pour la grève de la Rhodia<sup>24</sup>. L'apport a également été conséquent des institutions publiques, la Bibliothèque municipale de Lyon, les Archives départementales du Rhône, les Archives municipales de Villeurbanne et celles de Lyon, situées dans les anciens locaux du centre de tri postal Lyon-gare occupé au printemps 1968 et à la pointe de la grève des PTT à l'automne 1974, dont la politique de collecte des fonds est très dynamique : elle leur a permis en 2004 d'organiser l'exposition « Luttés ! Visages du mouvement ouvrier », qui accordait une place non négligeable aux années 1968. Cette richesse est d'autant plus évidente que l'absence de sources peut se révéler un véritable handicap. Aucune de ces ressources ne permettant d'aborder l'histoire du groupe Olivier (du nom du leader de ce qui est parfois dénommé « la branche lyonnaise d'Action directe »), les tentatives d'approche de ce phénomène marginal ne peuvent donc demeurer que superficielles. C'est le cas de toutes les activités clandestines : si l'antimilitarisme a été fort à Lyon et si les groupes non violents, ceux d'insoumis et le Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM) sont pris en compte, les comités de soldats, assez actifs au cours de la seconde moitié des années 1970 dans les unités militaires de la région et soutenus par des syndicats ou sections de la CFDT locale, sont très mal connus.

La quatrième et dernière partie de *Deux décennies contestataires* s'intitule « Ambiance de crise », et commence par la photographie en couleurs, sur une double page, de graffitis peints sur les murs de Rhodiacéta-Vaise. L'usine ferma ses portes en 1980, ce qui « marqu[a] une étape supplémentaire dans le démantèlement du tissu industriel régional », étape d'autant plus significative du fait du rôle d'un secteur chimique perçu comme dynamique et dynamisant. Au milieu des années 1970, la grève de trois ans des ouvriers de Teppaz à Craponne (à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la grande ville) contre la fermeture de leur usine, avait été l'occasion d'une relance de la fabrication et de la mise en place de ventes « sauvages » d'électrophones, donnant à l'agglomération son Lip, y compris par l'action de la CFDT (« Contre la Fermeture de Teppaz » proclamaient ses affiches) qui, à Lyon, avait été largement majoritaire en 1964 pour la déconfessionnalisation de la CFTC. Consacré aux « devenirs politiques et professionnels » des acteurs du long moment 1968 lyonnais, le onzième et dernier chapitre de *Lieux et trajectoires de la contestation* dresse une série de portraits d'hommes et de femmes, bien loin des « incarnations masculines du reniement » (Cohn-Bendit, July, Kouchner, Glucksmann, précisent les auteurs), qui continuent, sinon de militer dans leurs groupuscules, du moins de s'engager, y compris professionnellement, au service de la population, confirmant nombre d'études prosopographiques, celle notamment de Marnix Dressen sur les « établis<sup>25</sup> ». Pour ceux-là, les années 1977 et surtout 1978 (la fin de l'espoir d'une

24. *Histoire d'une usine en grève. Rhodiacéta, 1967-1968*, Lyon, Éditions Révoltes, 1999.

25. Deux ouvrages ont été tirés de sa thèse, dont un sur les maoïstes de l'usine Brandt de Gerland, *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes (1968-1982)*. *Monographie d'une usine lyonnaise*, Paris, L'Harmattan, 2000.

victoire électorale de la gauche ?) ont constitué un tournant dans leur vie publique et privée.

C'est donc un large corpus de sources, de faits trop souvent considérés comme marginaux ou négligeables (tels le pillage et le vandalisme qui ont touché le Grand Bazar et les Galeries Lafayette lors de l'émeute du 24 mai, surtout connue du fait de la mort sur un pont du Rhône du commissaire René Lacroix, « écrasé par un camion lancé par les manifestants sur les forces de l'ordre » – « un des épisodes les plus controversés de mai 1968 »), qui sont à la disposition des lecteurs. Par leur richesse tout autant que par leur complémentarité, ces deux ouvrages, qu'il serait sans doute fallacieux de recenser en deux textes distincts tant ils peuvent former un ensemble, donnent la possibilité d'appréhender et de comprendre, à l'échelle d'une agglomération à l'importance considérable dans le pays, deux décennies de mouvements sociaux et politiques.

**Christian CHEVANDIER**